

# LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

ORGANE MENSUEL DU BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION

POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, A BERNE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

**Union internationale:** Circulaire du Conseil fédéral suisse concernant une déclaration de la République Autrichienne relative à l'Union internationale (19 octobre 1920), p. 113.

**Législation intérieure: A. Mesures prises en raison de la guerre.** AUTRICHE. Ordonnance concernant les dispositions d'exception prises en matière de propriété industrielle (N° 456, du 5 octobre 1920), p. 113. — HONGRIE. Ordonnance concernant la prolongation du délai pour le paiement des annuités de brevets (14 juin 1920), p. 114. — NORVÈGE. Décret prolongeant temporairement le délai de priorité pour demandes de brevets (24 septembre 1920), p. 114.

**B. Législation ordinaire:** AUTRICHE. Ordonnance concernant le renouvellement des marques de fabrique (N° 606, du 24 décembre 1919), p. 114. — FRANCE. I. Décret relatif à l'application des articles 1 et 2 de la loi du 26 juin 1920, instituant des taxes spéciales pour le service de la propriété industrielle (marques) (11 septembre 1920), p. 115. — II. Décret relatif à l'application des articles 3 et 4 de la même loi (brevets) (11 septembre 1920), p. 117. — III. Décret relatif

à l'application de l'article 5 de la même loi (registre du commerce) (30 juin 1920), p. 118. — IV. Décret relatif au fonctionnement et à l'organisation financière de l'Office national de la propriété industrielle (25 septembre 1920), p. 118. — GRANDE-BRETAGNE. Ordonnance en Conseil concernant l'accession de la Roumanie à l'Union internationale, p. 120. — MAROC (ZONE FRANÇAISE). Arrêté réglementant l'enregistrement international des marques de fabrique, de commerce ou d'exploitation marocaines (25 septembre 1918), p. 120. — PARAGUAY. Ordonnance tendant à empêcher que les marques de fabrique appartenant à des maisons étrangères soient illicitement enregistrées (22 avril 1919), p. 121. — TCHÉCO-SLOVAQUIE. Ordonnance portant augmentation des taxes en matière de brevets (N° 411, du 24 juin 1919), p. 121.

### PARTIE NON OFFICIELLE

**Études générales:** La statistique internationale des brevets et des marques de 1913 à 1919, p. 121.

**Nouvelles diverses:** ÉTATS-UNIS. Bureau des brevets, changement de Commissaire, p. 122.

**Bibliographie:** Ouvrages relatifs aux traités de paix, p. 123.

**Statistique:** SUISSE. Propriété industrielle en 1918 et 1919, p. 123.

## PARTIE OFFICIELLE

### Union internationale

#### CIRCULAIRE

du

CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE AUX MINISTRES DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES ÉTATS CONTRAC-  
TANTS CONCERNANT UNE DÉCLARATION DE LA  
RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE RELATIVE À  
L'UNION INTERNATIONALE

(Du 19 octobre 1920.)

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'informer Votre Excellence que, par note en date du 25 septembre 1920, le Gouvernement de la République Autrichienne a notifié au Conseil fédéral suisse qu'il reconnaît être Partie contractante de la Convention d'Union industrielle pour la protection de la propriété industrielle, conclue à Paris le 20 mars 1883, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, ainsi que de l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911<sup>(1)</sup>. La reconnaissance ainsi notifiée

exerce ses effets rétrospectivement jusqu'au jour de l'accession de l'ancienne Autriche aux deux actes précités, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1909.

De l'avis du Conseil fédéral suisse, il s'agit donc ici, non pas d'une accession nouvelle aux termes de l'article 16 de la Convention d'Union, mais d'une Déclaration établissant la continuité de l'adhésion de la République Autrichienne à toutes les clauses et de l'admission à tous les avantages stipulés dans ces deux actes.

En ce qui concerne sa contribution aux frais du Bureau international, la République Autrichienne désire être rangée dans la quatrième classe.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette Déclaration, et nous saisissons cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous présenter l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,*  
MOTTA.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
STEIGER.

## Législation intérieure

### A. Mesures prises en raison de la guerre

#### AUTRICHE

#### ORDONNANCE

du

DÉPARTEMENT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE  
ET DES TRAVAUX PUBLICS CONCERNANT LES  
DISPOSITIONS D'EXCEPTION PRISES EN MATIÈRE  
DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE  
(N° 456, du 5 octobre 1920.)

§ 1<sup>er</sup>. — (1) Les délais de priorité prévus par l'article 4 de la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, dont la prolongation est basée sur le § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1915 (*Bull. des lois*, n° 349, *Prop. ind.*, 1915, p. 157), sont prolongés jusqu'au 16 janvier 1921 inclusivement. Les dépôts que cela concerne devront donc être effectués au plus tard à cette date. Dans ce délai sont compris les trois mois prévus dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, de ladite ordonnance.

(2) Cette disposition s'applique indistinctement dans les rapports avec tous les pays qui ont accordé ou qui accordent à leurs ressortissants les avantages prévus dans le § 1<sup>er</sup> de ladite ordonnance.

<sup>(1)</sup> Il s'agit de l'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique.

(3) Pour autant qu'un État accorde aux ressortissants autrichiens une prolongation des délais de priorité s'étendant au delà de la date fixée au premier alinéa ci-dessus, les ressortissants de cet État jouiront des mêmes avantages en Autriche. L'existence de ces avantages sera rendue publique par une ordonnance.

§ 2. — (1) Le 16 juillet 1921 est fixé comme le jour

a) à l'expiration duquel prend fin le délai pour le renouvellement des marques en vertu du § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 24 septembre 1914 (*Bull. des lois*, n° 257, *Prop. ind.*, 1915, p. 84) telle qu'elle a été modifiée par l'ordonnance du 24 juin 1915 (*Bull. des lois*, n° 177, *Prop. ind.*, 1915, p. 98);

b) jusqu'auquel le commencement et le cours de la durée de la protection pour les dessins et modèles sont suspendus en vertu du § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 2 juin 1915 (*Bull. des lois*, n° 152, *Prop. ind.*, 1915, p. 83);

c) de l'expiration de la durée pour laquelle la publication et l'exposition d'une demande de brevet ont été ou sont différées en vertu du § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 2 août 1916 (*Bull. des lois*, n° 242, *Prop. ind.*, 1916, p. 89).

(2) Dans ce délai sont compris les trois mois prévus dans l'alinéa 1, lettres a et c, desdites ordonnances.

§ 3. — La présente ordonnance entre en vigueur dès la date de sa publication<sup>(1)</sup>.

HEINL, m. p.

## HONGRIE

### ORDONNANCE

du

MINISTRE DU COMMERCE CONCERNANT LA PROLONGATION DU DÉLAI POUR LE PAYEMENT DES ANNUITÉS ÉTABLIES PAR LE § 45 DU XXXVII<sup>e</sup> ARTICLE LÉGISLATIF DE 1895 SUR LES BREVETS D'INVENTION

(N° 54,165/28, du 14 juin 1920.)

En vertu du pouvoir conféré par le § 16 du LXIII<sup>e</sup> article législatif de 1912 concernant les mesures d'exception à prendre en cas de guerre, et conformément à l'ordonnance du Ministère Royal hongrois du Commerce N° 6981/1914 M. E., il est ordonné ce qui suit :

§ 1<sup>er</sup>. — La disposition de l'ordonnance N° 81,442/1919 28 K. M. de l'année 1919, aux termes de laquelle le cours des délais pour le paiement des annuités de brevets

<sup>(1)</sup> La publication a eu lieu dans le *Bulletin des lois de la République Autrichienne* du 9 octobre 1920.

et des taxes additionnelles a été suspendu jusqu'au 30 juin 1920 est modifiée dans ce sens que la durée de cette suspension est prolongée jusqu'au 31 décembre 1920.

Pour le reste, l'ordonnance précitée demeure en vigueur sans modification aucune.

§ 2. — La présente ordonnance entrera en vigueur dès la date de sa publication<sup>(1)</sup>.

(*Oesterreichisches Patentblatt*, 1920, p. 162.)

## NORVÈGE

### DÉCRET ROYAL

prolongeant

TEMPORAIREMENT LE DÉLAI DE PRIORITÉ ÉTABLI, POUR LES DEMANDES DE BREVETS, PAR L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION D'UNION  
(Du 24 septembre 1920.)

En vertu du § 1<sup>er</sup> de la loi du 14 juillet 1916 concernant la prolongation temporaire du délai de priorité établi, pour les demandes de brevets, par l'article 4 de la Convention de Paris du 20 mars 1883, révisée en dernier lieu à Washington le 2 juin 1911, il est disposé ce qui suit :

Le délai de priorité de 12 mois établi par l'article 4 de la Convention de Paris du 20 mars 1883, révisée en dernier lieu à Washington le 12 juin 1911, en vue de l'obtention de la priorité mentionnée dans ledit article, et auquel a droit tout sujet ou citoyen de l'un des pays contractants pour le dépôt d'une demande de brevet est encore prolongé, pour autant que ce délai n'était pas expiré le 29 juillet 1914, jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement.

## B. Législation ordinaire

### AUTRICHE

#### ORDONNANCE

du

DÉPARTEMENT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS CONCERNANT LE RENOUELEMENT DES MARQUES DE FABRIQUE

(N° 606, du 24 décembre 1919.)

#### Rectification

Le § 1<sup>er</sup>, alinéa (4), de l'ordonnance qui figure à la page 76 ci-dessus doit être lu comme suit :

(4) Le renouvellement est demandé à temps quand la requête parvient à la Chambre du commerce et de l'industrie ou est remise à la poste dans le pays, **et** (et non

<sup>(1)</sup> Elle a été publiée dans le *Szabadalmi Közlöny*, n° 13, du 1<sup>er</sup> juillet 1920.

pas ou [Réd.]) quand la taxe a été versée à la Chambre du commerce et de l'industrie ou remise, pour lui être adressée, à un office postal du pays, au plus tard le dernier jour du délai de renouvellement.

## FRANCE

I

### DÉCRET

relatif

À L'APPLICATION DES ARTICLES 1 ET 2 DE LA LOI DU 26 JUIN 1920, INSTITUANT DES TAXES SPÉCIALES POUR LE SERVICE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (MARQUES)

(Du 11 septembre 1920.)<sup>(1)</sup>

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances,

Vu les articles 1, 2 et 6 de la loi du 26 juin 1920 tendant à l'institution de taxes spéciales pour le service de la propriété industrielle et l'immatriculation au registre du commerce;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle;

Vu l'avis du garde des sceaux, Ministre de la Justice,

décède :

ARTICLE PREMIER. — Pour le dépôt de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce et pour l'application des articles 1 et 2 de la loi du 26 juin 1920, les produits et marchandises sont classés conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2. — La notice constatant l'énumération des produits ou classes de produits pour lesquels la marque doit être employée est établie suivant la classification prévue à l'article qui précède.

Elle doit être écrite très lisiblement, mentionner les nom, prénoms et domicile du titulaire de la marque et être revêtue de sa signature ou de celle de son mandataire.

En cas de dépôt simultané de deux ou plusieurs marques destinées à désigner exactement les mêmes produits, une seule notice peut être remise.

Le greffier du tribunal de commerce inscrit sur la notice le lieu, la date et l'heure du dépôt, ainsi que le numéro d'ordre attribué à la marque ou les numéros d'ordre, si la notice se rapporte à plusieurs marques. Il y appose sa signature et le timbre du tribunal.

ART. 3. — L'énumération des produits ou classes de produits contenue dans la notice est reproduite dans le procès-verbal de dépôt dressé conformément à l'article 10

<sup>(1)</sup> Voir *Journal officiel* du 15 septembre 1920.

du décret du 27 février 1891, et dans la partie droite de chacun des trois exemplaires du modèle de la marque prescrits par l'article 2 de la loi du 23 juin 1857, modifié par la loi du 3 mai 1890.

Les exemplaires supplémentaires dont le dépôt est requis par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 26 juin 1920, en nombre égal à celui des classes de produits auxquels la marque doit être appliquée, sont établis par le déposant dans la forme prescrite par le décret du 27 février 1891. Ils portent dans la partie droite le lieu, la date et l'heure du dépôt et son numéro d'ordre et sont revêtus du timbre dudit tribunal.

ART. 4. — La notice et les exemplaires supplémentaires du modèle de la marque sont transmis avec le duplicata et le cliché, conformément à l'article 14 du décret du 27 février 1891, dans les cinq jours de la date du procès-verbal de dépôt, au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

ART. 5. — Préalablement à l'acceptation du dépôt d'une marque et à l'établissement du procès-verbal d'enregistrement, le greffier du tribunal de commerce perçoit la taxe fixe de dépôt de 25 fr. et la taxe d'enregistrement de 10 fr. par classe de produits auxquels la marque doit s'appliquer, d'après les indications contenues dans la notice fournie par le déposant.

Le paiement des taxes est constaté par le greffier au pied de la notice visée ci-dessus.

Le produit de la taxe de dépôt est versé par les soins du greffier entre les mains du receveur de l'enregistrement, lors de l'enregistrement du procès-verbal de dépôt de la marque.

Le produit de la taxe d'enregistrement est adressé à l'Office national de la propriété industrielle, par mandat-poste ou chèque postal, après déduction des frais, lors de la transmission des pièces au Ministère du Commerce.

A titre de remboursement des frais supplémentaires résultant de l'application des dispositions qui précèdent, il est alloué au greffier, en sus de l'émolument établi par la loi du 23 juin 1857, une somme fixe de 2 fr. par dépôt, quel que soit le nombre des marques comprises dans ledit dépôt.

ART. 6. — Un des exemplaires de chaque marque déposée est inséré au registre spécial des marques de fabrique et de commerce, tenu par l'Office national de la propriété industrielle, sous un numéro d'ordre distinct qui est reporté, avec le numéro d'inscription au greffe du tribunal de commerce, au bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale, lors de la publication de la marque.

Sur le registre des marques sont inscrites,

en regard et à la suite du modèle de chaque marque, toutes les modifications aux mentions primitives et toutes les mutations, cessions ou concessions de droit d'exploitation et de gage et généralement toutes les indications et notifications relatives à la propriété de la marque.

ART. 7. — Toute inscription concernant la transmission de propriété, la cession ou la concession d'un droit d'exploitation ou de gage relatives à une marque déposée est opérée sur la présentation d'un des originaux ou de l'original de l'acte de cession ou de concession de droit, s'il est sous seing privé ou rédigé en brevet, ou d'une expédition, s'il est authentique, et sur la production, en cas de transfert par succession, d'un acte de notoriété ou d'un intitulé d'inventaire.

Il y est joint deux bordereaux écrits sur papier libre, l'un d'eux pouvant être porté sur l'original ou l'expédition du titre.

Ces bordereaux contiennent :

- 1° les noms, prénoms, profession, domicile du cédant ou du *de cujus* et du cessionnaire ou concessionnaire, ou de l'ayant droit, ou du créancier, ou du débiteur ;
- 2° les numéros, date et lieu de dépôt de la marque et les produits ou classes de produits auxquels elle s'applique ;
- 3° la nature et l'étendue du droit cédé ou concédé ou transféré, ainsi que sa durée ;
- 4° la date et la nature du titre portant cession ou concession de droit ou la date du décès entraînant mutation ;
- 5° s'il y a lieu, le montant de la créance exprimée dans le titre et les conditions relatives aux intérêts et à l'exigibilité de la créance.

L'inscription est effectuée sur le registre des marques, d'après les indications contenues dans les bordereaux, dont un exemplaire est conservé à l'Office national de la propriété industrielle.

ART. 8. — Les demandes à fin d'inscription sur le registre des marques sont déposées ou envoyées par la poste sous pli recommandé, au Ministère du Commerce et de l'Industrie (direction de la propriété industrielle) ; elles indiquent les noms, prénoms, domiciles du demandeur et du mandataire, s'il y a lieu, et sont accompagnées :

- 1° des pièces prévues à l'article 7 ;
- 2° du montant de la taxe de 10 fr. par marque prévue au profit de l'État et de la taxe de 3 fr. par classe de produits auxquels la marque est applicable, prévue au profit de l'Office national de la propriété industrielle.

En cas d'insuffisance de versement, le déposant ou l'expéditeur sera mis en demeure de compléter la somme due dans un délai déterminé.

Le produit des taxes dues à l'État sera versé périodiquement par l'Office national entre les mains du receveur de l'enregistrement.

ART. 9. — Les inscriptions relatives aux marques données en gage seront radiées sur la production, soit d'une décision en dernier ressort ou passée en force de chose jugée, soit d'un acte authentique de consentement à la radiation, donné par le créancier ou son cessionnaire justifiant ses droits.

ART. 10. — Les actes fournis à l'Office national de la propriété industrielle, à l'appui de toute demande aux fins d'inscription ou de radiation, sont restitués aux déposants après visa.

ART. 11. — Toute inscription ou radiation au registre des marques du privilège résultant de la vente ou du nantissement d'un fonds de commerce comprenant des marques, donne lieu au paiement de la taxe prévue au profit de l'Office national de la propriété industrielle, par la loi du 26 juin 1920, pour les inscriptions ou radiations sur le registre spécial des marques, sans préjudice de l'application du tarif établi par l'article 20 du décret du 28 août 1909, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois du 17 mars 1909 et 1<sup>er</sup> avril 1909, sur la vente et le nantissement de fonds de commerce.

ART. 12. — Les renonciations à l'emploi d'une marque de fabrique, effectuées dans la forme prévue à l'article 16 du décret du 27 février 1891 sont inscrites sur le registre des marques, après acquittement par l'intéressé de la taxe de 3 fr. due à l'Office national de la propriété industrielle.

ART. 13. — Toute modification apportée à l'adresse des titulaires, cessionnaires ou concessionnaires des marques est inscrite, à la requête des intéressés, sur le registre des marques, moyennant le paiement de la taxe de 3 fr. à l'Office national.

ART. 14. — La délivrance par l'Office national de la propriété industrielle d'une copie certifiée des inscriptions portées sur le registre des marques, postérieurement au dépôt de la marque ou d'une copie des inscriptions subsistant sur les marques données en gage ou d'un certificat constatant qu'il n'en existe aucune, est subordonnée au versement d'une taxe de 5 fr. à l'Office national.

Lorsque la copie ou le certificat s'applique à plusieurs marques appartenant à un même titulaire, cessionnaire ou concessionnaire, la taxe de 5 fr. est due pour la première marque, et il est perçu seulement une taxe supplémentaire de 1 fr. par marque en sus de la première.

ART. 15. — Le montant des taxes perçues au profit de l'Office national de la propriété industrielle doit être acquitté entre les mains de l'agent comptable de l'office ou être envoyé par la poste.

ART. 16. — Les inscriptions prescrites par la loi du 26 juin 1920 et relatives à des marques déposées antérieurement à la publication du présent décret, seront portées sur un registre annexe, avec un numéro d'ordre spécial, qui sera mentionné, à titre de référence, sur les registres actuellement tenus par l'Office national de la propriété industrielle.

ART. 17. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 11 septembre 1920.

P. DESCHANEL.

## ANNEXE

### CLASSIFICATION

#### DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE<sup>(1)</sup>

##### I. Produits agricoles. — Produits bruts à ouvrir

1. Produits agricoles et horticoles; grains, farines, cotons bruts et autres fibres, semences, plants.
2. Bois d'œuvre et de feu, charbon de bois, liège et écorces.
3. Goudrons, résines et gommes à l'état brut, caoutchouc.
4. Animaux vivants.
5. Peaux, poils, crins, laines, soies, plumes à l'état brut.
6. Ecaille, ivoire, nacre, corail, baleine, corne, os bruts ou dégrossis.
7. Minerais, terres, pierres non taillées, charbons minéraux, cokes et briquettes.

##### II. Produits demi-ouvrés

8. Métaux en masse, lingots, barres, feuilles, plaques, fils, débris.
9. Huiles, essences et graisses non comestibles, pétroles.
10. Cuirs et peaux préparés, caoutchouc et analogues en feuilles, fils, tuyaux.
11. Produits chimiques pour l'industrie, la photographie, matières tannantes préparées, droguerie.
12. Explosifs, poudres, fusées, mèches, allumettes, allume-feux, artifices.
13. Engrais artificiels et naturels, substances chimiques pour l'agriculture et l'horticulture.

<sup>(1)</sup> Cette classification correspond en général et sauf quelques petites modifications de forme à la classification, non officielle, adoptée par le Bureau international pour les marques internationales. La seule différence de fond concerne la classe 23 qui comprend l'aéronautique et l'aviation, rangées jusqu'ici par le Bureau international dans la classe 22. (Réd.)

14. Savons d'industrie ou de ménage, substances pour lessiver, blanchir, nettoyer et détacher.
15. Teintures, apprêts.

### III. Outillage, machines et appareils.

#### Transports

16. Outils à main, machines-outils, machines à coudre et leurs organes, meules diverses.
17. Machines agricoles, instruments de culture et leurs organes.
18. Machines à vapeur et leurs organes (sauf les locomotives).
19. Chaudronnerie, tonneaux et réservoirs en métal, tuyaux, mastics pour joints.
20. Électricité (appareils et accessoires).
21. Horlogerie, chronométrie.
22. Machines et appareils divers et leurs organes.
23. Constructions navales et accessoires, aérostation et aviation.
24. Matériel fixe ou roulant de chemins de fer, locomotives, rails.
25. Charronnerie, carrosserie, maréchalerie, automobiles et vélocipèdes, pneumatiques.
26. Sellerie, bourrellerie, fouets, etc.
27. Cordes, cordages, ficelles en poils ou fibres de toute espèce, câbles métalliques, courroies de transmission.
28. Armés à feu, de guerre ou de chasse et leurs munitions.

#### IV. Construction

29. Chaux, plâtres, ciments, briques, tuiles, marbre, pierres, ardoises et autres matériaux ouvrés et taillés.
30. Charpente, menuiserie.
31. Pièces pour constructions métalliques.
32. Quioucaillerie, ferronnerie, serrurerie, clouterie, vis et boulons, chaînes, papiers, toiles et substances à polir.
33. Couleurs pour les bâtiments, vernis et accessoires, cires, encaustiques et colles, mastics (sauf ceux pour joints métalliques).
34. Papiers peints et succédanés pour tentures murales.
35. Calorifères, appareils de ventilation, ascenseurs, monte-charges.

#### V. Mobilier et articles de ménage

36. Ébénisterie, meubles, encadrements.
37. Lits, literie confectionnée, plumes, duvets, laines et crins préparés pour la literie.
38. Ferblanterie, articles pour cuisine, appareils pour bains et douches, filtres, extincteurs.
39. Articles d'éclairage, de chauffage et de cuisson.
40. Verrerie, cristaux, glaces, miroirs.
41. Porcelaines, faïences, poteries.
42. Coutellerie, instruments tranchants, armes blanches.
43. Boissellerie, broserie, balais, paillassons, nattes, vannerie commune.

#### VI. Fils, tissus, tapis, tentures, habillement

44. Fils et tissus de laine ou de poils.
45. Fils et tissus de soie.
46. Fils et tissus de chanvre, lin, jute et autres fibres.
47. Fils et tissus de coton.
48. Vêtements confectionnés en tous genres.
49. Lingerie de corps et de ménage.
50. Chapellerie, mode, plumes de parure, fleurs artificielles.
51. Broderies, passementerie, galons, boutons, dentelles, rubans.

52. Bonneterie, ganterie, mercerie, corsets, aiguilles et épingles.
53. Chaussures en tous genres, cirages et graisses pour cuirs.
54. Cannes, parapluies, parasols, articles de voyage.
55. Tentes et bâches, toiles cirées, huilées, caoutchoutées, linoléum.

### VII. Articles de fantaisie

56. Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie en vrai ou en faux.
57. Maroquinerie, éventails, bimbeloterie, vannerie fine.
58. Parfumerie, savons, peignes, éponges et autres accessoires de toilette.
59. Articles pour fumeurs, papiers à cigarettes, tabacs fabriqués.
60. Jouets, jeux divers, cartes à jouer, articles de pêche, de chasse et de sport.

### VIII. Alimentation

61. Viandes, poissons, volailles et œufs, gibier à l'état frais.
62. Conserves alimentaires, salaisons.
63. Légumes et fruits frais et secs.
64. Beurre, fromages, graisses et huiles comestibles, vinaigres, sel, condiments, levures, glace à rafraîchir.
65. Pain, pâtes alimentaires.
66. Pâtisserie, confiserie, chocolats, cacao, sucre, miels, confitures.
67. Denrées coloniales, épices, thés, cafés et succédanés.
68. Vins, vins mousseux, cidre, bière, alcools et eaux-de-vie, liqueurs et spiritueux divers.
69. Eaux minérales et gazeuses, limonades, sirops.
70. Articles d'épicerie, chandelles, bougies, veilleuses et mèches insecticides.
71. Substances alimentaires pour les animaux.
- 71<sup>bis</sup>. Produits alimentaires non spécifiés ou rentrant dans les classes 61 à 67 et 70.

### IX. Enseignement. — Sciences. — Beaux-arts. — Divers

72. Imprimés, papiers et cartons, papeterie, librairie, articles de bureau, encres à écrire, à imprimer et à tampon, reliure, articles de réclame.
73. Couleurs fines et accessoires pour la peinture, matériel pour modelage, moulage, etc.
74. Objets d'art et d'ornement sculptés, peints, gravés, lithographiés, photographiés, caractères d'imprimerie.
75. Instruments pour les sciences, l'optique, la photographie, phonographes, cinématographes, etc., poids et mesures, balances.
76. Instruments de musique en tous genres.
77. Matériel d'enseignement: modèles, cartes, plans, mobiliers d'écoles, de gymnastique, etc.
78. Instruments et appareils de chirurgie, de médecine, de pharmacie, d'orthopédie.
79. Produits pharmaceutiques, spéciaux ou non, objets pour pansement, désinfectants, produits vétérinaires.
80. Produits divers non spécifiés dans les autres classes. Marques utilisées pour le commerce de produits multiples.

Vu pour être annexé au décret en date du 11 septembre 1920.

Le Ministre du Commerce  
et de l'Industrie,

AUG. ISAAC.

## II

### DÉCRET

relatif

À L'APPLICATION DES ARTICLES 3 ET 4 DE LA LOI DU 26 JUIN 1920, INSTITUANT DES TAXES SPÉCIALES POUR LE SERVICE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (BREVETS)

(Du 11 septembre 1920.) <sup>(1)</sup>

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances,  
Vu les articles 3, 4 et 6 de la loi du 26 juin 1920 <sup>(2)</sup>, tendant à l'institution de taxes spéciales pour le service de la propriété industrielle et l'immatriculation du registre du commerce;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle;

Vu l'avis du garde des sceaux, Ministre de la Justice,

décète :

ARTICLE PREMIER. — Le registre spécial des brevets d'invention, tenu à l'Office national de la propriété industrielle, mentionne, sous le numéro de délivrance attribué au brevet, les nom, prénoms, domicile et profession du titulaire et, s'il y a lieu, du mandataire chez qui il a élu domicile en France, le titre de l'invention, la date de dépôt du brevet, la date de la délivrance et celle de la remise du titre officiel, les certificats d'addition se rapportant au brevet avec les numéros et les dates les concernant, la date du paiement de chaque annuité et, s'il y a lieu, des surtaxes de retard, les mutations, cessions ou concessions de droit d'exploitation ou de gage et généralement toutes les indications et notifications relatives à la propriété du brevet.

ART. 2. — La cession totale ou partielle d'un brevet d'invention, réalisée et enregistrée dans les formes prévues par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844, modifié par la loi du 26 décembre 1908, est inscrite au registre des brevets par l'Office national de la propriété industrielle, après acquittement de la taxe de 5 fr. établie à son profit par la loi du 26 juin 1920.

ART. 3. — Toute inscription concernant la mutation de propriété par voie héréditaire ou la concession d'un droit d'exploitation ou de gage relativement à un brevet d'invention, est opérée sur la présentation soit d'un acte de notoriété ou d'un intitulé d'inventaire, en cas de transfert par succession, soit dans les autres cas des originaux de l'acte de concession de droit, s'il est sous seings privés, ou de l'original, s'il est

rédigé en brevet, ou d'une expédition, s'il est authentique.

Il y est joint deux bordereaux écrits sur papier libre, l'un d'eux pouvant être porté sur l'original ou l'expédition du titre.

Ces bordereaux contiennent :

- 1° les noms, prénoms, professions, domiciles du *de cujus* ou du cédant et de l'ayant droit ou du concessionnaire, ou du créancier et du débiteur;
- 2° la date à laquelle le brevet a été déposé, le titre de l'invention et le numéro de délivrance;
- 3° la nature et l'étendue du droit transféré ou du droit conféré, ainsi que sa durée;
- 4° la date du décès entraînant mutation ou la date et la nature du titre portant concession de droit;
- 5° s'il y a lieu, le montant de la créance exprimée dans le titre et les conditions relatives aux intérêts et à l'exigibilité de la créance.

L'inscription est effectuée sur le registre des brevets d'après les indications contenues dans les bordereaux, dont un exemplaire est conservé par l'Office national de la propriété industrielle.

ART. 4. — Les demandes à fin d'inscription sont déposées ou envoyées par la poste, sous pli recommandé, au Ministère du Commerce et de l'Industrie (direction de la propriété industrielle); elles indiquent les noms, prénoms, domiciles du demandeur et du mandataire, s'il y a lieu, et sont accompagnées du montant de la taxe de 5 fr. par brevet.

En cas d'insuffisance du versement, le déposant ou l'expéditeur sera mis en demeure de compléter la somme due dans un délai déterminé.

ART. 5. — Les inscriptions relatives aux brevets donnés en gage seront radiées sur la production, soit d'une décision passée en force de chose jugée, soit d'un acte authentique de consentement à la radiation, donné par le créancier ou son cessionnaire justifiant de ses droits.

ART. 6. — Si l'acte portant concession de droit d'exploitation ou l'acte constitutif du gage sont sous seings privés ou si, étant authentiques, ils ont été reçus en brevet, ils seront restitués au déposant après visa.

ART. 7. — Toute inscription ou radiation au registre des brevets du privilège résultant du nantissement d'un fonds de commerce comprenant des brevets, donne lieu au paiement de la taxe prévue au profit de l'Office national de la propriété industrielle, par la loi du 26 juin 1920, pour les inscriptions ou radiations sur le registre spécial des brevets, sans préjudice de l'application du

tarif établi par l'article 20 du décret du 28 août 1909, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 mars 1909 et 1<sup>er</sup> avril 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce.

ART. 8. — Toute modification apportée à l'adresse des titulaires, cessionnaires ou concessionnaires des brevets, est inscrite, à la requête des intéressés, sur le registre des brevets, moyennant le paiement de la taxe de 5 fr. à l'Office national.

ART. 9. — La délivrance, par l'Office national, d'une copie certifiée des inscriptions portées sur le registre des brevets ou d'une copie des inscriptions subsistant sur les brevets donnés en gage, ou d'un certificat constatant qu'il n'en existe aucune, est subordonnée au versement d'une taxe de 5 fr. à l'Office national.

Toutefois, la taxe est réduite à la somme de 1 fr. 50, lorsque la demande de renseignements est limitée, soit à l'adresse du titulaire, cessionnaire ou concessionnaire du brevet, soit à la situation du versement des annuités du brevet.

ART. 10. — Le versement de la taxe de 10 fr. prévue par l'article 3 de la loi du 26 juin 1920 pour la remise du titre officiel de l'ampliation de l'arrêté du Ministre du Commerce constituant le brevet ou le certificat d'addition, accompagnée d'un exemplaire imprimé de la description et des dessins, doit être effectué dans le délai de deux mois qui suivra la réception par le demandeur de l'avis concernant la délivrance du brevet ou du certificat d'addition.

ART. 11. — Le montant des taxes perçues au profit de l'Office national de la propriété industrielle doit être acquitté entre les mains de l'agent comptable de l'office ou être envoyé par la poste.

ART. 12. — Les inscriptions prescrites par la loi du 26 juin 1920 et relatives à des brevets délivrés antérieurement à la publication du présent décret seront portées sur un registre annexe, avec un numéro d'ordre spécial qui sera mentionné, à titre de référence, sur les registres actuellement tenus par l'Office national de la propriété industrielle.

ART. 13. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 11 septembre 1920.

P. DESCHANEL.

<sup>(1)</sup> Voir *Journal officiel* du 15 septembre 1920.

<sup>(2)</sup> Voir *Prop. ind.*, 1920, p. 93.

## III

## DÉCRET

relatif

À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 5 DE LA LOI  
DU 26 JUIN 1920 INSTITUANT DES TAXES  
SPÉCIALES POUR L'IMMATRICULATION AU RE-  
GISTRE DU COMMERCE<sup>(1)</sup>

(Du 27 juin 1920.)

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du Ministre du Commerce  
et de l'Industrie et du Ministre des Finances,

Vu les articles 5 et 6 de la loi du 26 juin  
1920 tendant à l'institution de taxes spé-  
ciales pour le service de la propriété in-  
dustrielle et l'immatriculation au registre  
du commerce;

Vu l'avis du garde des sceaux, Ministre  
de la Justice,

décète :

ARTICLE PREMIER. — La taxe établie par  
l'article 5 de la loi du 26 juin 1920 est  
perçue, sous sa responsabilité, par le greffier  
du tribunal de commerce lors du dépôt de  
toute réquisition tendant à l'immatriculation  
d'un commerçant ou d'une société commer-  
ciale ou d'une succursale ou agence dans  
le registre du commerce, en même temps  
que le montant des débours et de l'émolu-  
ment qui lui sont alloués, ainsi qu'à l'Office  
national de la propriété industrielle, par le  
décret du 15 mars 1920.

ART. 2. — Les sommes perçues au titre  
de la taxe d'immatriculation sont versées  
périodiquement au commencement de chaque  
mois par le greffier au receveur de l'enre-  
gistrement. Toutefois, au cas où les recettes  
atteindraient, dans le courant du mois, la  
somme de 50,000 fr., elles devraient faire  
l'objet d'un versement immédiat.

ART. 3. — Tout versement effectué par  
le greffier au receveur de l'enregistrement  
doit être accompagné d'un bordereau récapit-  
ulatif des immatriculations, signé du greffier  
et certifié par le président du tribunal de  
commerce ou le juge chargé de la surveil-  
lance du registre du commerce.

Ce bordereau mentionne sommairement  
les noms des commerçants ou les raisons  
sociales ou dénominations des sociétés, avec  
le montant de leur capital social, ainsi que  
le droit fixe, et, s'il y a lieu, la taxe propor-  
tionnelle afférents à chaque immatriculation.

ART. 4. — Le Ministre du Commerce et  
de l'Industrie et le Ministre des Finances  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne,  
de l'exécution du présent décret qui sera  
publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin*  
des lois.

Fait à la Montellerie, le 27 juin 1920.

P. DESCHANEL.

## IV

## DÉCRET

relatif

AU FONCTIONNEMENT ET À L'ORGANISATION  
FINANCIÈRE DE L'OFFICE NATIONAL DE LA  
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

(Du 25 septembre 1920.)<sup>(1)</sup>

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du Ministre du Commerce  
et de l'Industrie et du Ministre des Finances,

Vu l'article 2 de la loi du 24 octobre  
1919, portant réorganisation des cadres de  
l'administration centrale du Ministère du  
Commerce et de l'Industrie ainsi conçu :

« L'Office national de la propriété indus-  
trielle établie au Conservatoire national des  
arts et métiers par la loi du 9 juillet 1901  
est investi de la personnalité civile et de  
l'autonomie financière.

« L'Office relève directement du Ministre  
du Commerce, de l'Industrie, des Postes et  
des Télégraphes.

« Les taxes perçues, en vertu des lois et  
décrets en vigueur, par le Conservatoire  
national des arts et métiers pour le service  
de l'Office national de la propriété indus-  
trielle, continueront d'être perçues directe-  
ment par l'Office national.

« Un règlement d'administration publique,  
concerté entre les Ministres du Commerce  
et des Finances, déterminera les mesures  
d'exécution de la présente disposition »;

Vu la loi du 18 mars 1919, portant créa-  
tion d'un registre du commerce;

Vu la loi du 26 juin 1920, instituant  
des taxes spéciales pour le service de la  
propriété industrielle et l'immatriculation  
au registre du commerce,

Le Conseil d'État entendu,

décète :

TITRE 1<sup>er</sup>

*Fonctionnement de l'Office national de la  
propriété industrielle*

ARTICLE PREMIER. — L'Office national de  
la propriété industrielle a pour attributions :

- 1° l'examen et la délivrance des brevets  
d'invention et la vérification des mar-  
ques de fabrique ou de commerce et  
des dessins et modèles déposés;
- 2° la conservation du dépôt central des  
brevets d'invention, dessins et modèles,  
marques de fabrique ou de commerce  
et leur communication au public;
- 3° la tenue du registre des brevets, du  
registre des marques et l'enregistrement  
de tous actes affectant la propriété des  
brevets, des marques de fabrique ou de  
commerce et des dessins et modèles;

4° la tenue du registre central du com-  
merce;

5° la délivrance aux intéressés des copies  
des inscriptions portées au registre des  
brevets, au registre des marques, au  
registre central du commerce et de tous  
certificats et renseignements, concernant  
les brevets, marques de fabrique ou de  
commerce, dessins et modèles et le re-  
gistre central du commerce;

6° la centralisation et la mise à la dispo-  
sition du public des publications fran-  
çaises et étrangères concernant la pro-  
priété industrielle;

7° la publication de tous documents se  
rattachant aux brevets, aux marques  
et aux dessins et modèles;

8° les questions générales relatives à l'appli-  
cation des lois, décrets et conventions  
internationales concernant les brevets  
d'invention, les marques de fabrique ou  
de commerce et les dessins ou mo-  
dèles, ainsi que l'étude et la prépara-  
tion des lois, décrets et conventions sur  
ces matières.

ART. 2. — Le fonctionnement de l'Office  
national de la propriété industrielle est  
assuré, sous l'autorité directe du Ministre  
du Commerce et de l'Industrie, par un  
Conseil d'administration constitué par arrêté  
du Ministre et composé de huit membres,  
savoir :

un conseiller d'État, président;

le président du comité technique de la  
propriété industrielle, vice-président;  
le vice-président du comité technique de  
la propriété industrielle;

le président de la chambre de commerce  
de Paris, ou un membre de la chambre  
de commerce désigné par lui;

le président du tribunal de commerce  
de la Seine ou un membre du tribunal  
de commerce désigné par lui;

le directeur de la propriété industrielle  
au Ministère du Commerce et de l'In-  
dustrie;

deux membres choisis par le Ministre.

Le secrétaire administratif de l'office, pré-  
vu à l'article 12 du présent décret, rem-  
plit les fonctions de secrétaire du Conseil  
d'administration.

ART. 3. — Les membres du Conseil d'ad-  
ministration autres que les membres de  
droit sont nommés pour quatre ans, leur  
mandat peut être renouvelé.

Cessent de plein droit de faire partie du  
Conseil ceux de ses membres qui n'exercent  
plus les fonctions qui avaient motivé leur  
désignation.

Il est pourvu dans les six mois au rem-  
placement des membres du Conseil qui  
auraient cessé d'en faire partie avant la  
date d'expiration normale de leur mandat.

<sup>(1)</sup> Voir *Journal officiel* du 30 juin 1920.

<sup>(1)</sup> Voir *Journal officiel* du 6 octobre 1920.

Le mandat des nouveaux membres prend fin à l'époque où aurait normalement cessé le mandat de ceux qu'ils remplacent.

ART. 4. — Le Conseil d'administration règle les affaires de l'office, sous réserve des dispositions des articles ci-après.

Les décisions prises par le Conseil d'administration en vertu du présent article sont définitives si, dans le délai de trois semaines, elles n'ont pas été annulées par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie pour excès de pouvoir ou pour violation d'une disposition législative ou réglementaire. En cas d'urgence, le Ministre peut viser une délibération pour exécution immédiate.

ART. 5. — Le Conseil d'administration soumet à l'approbation du Ministre du Commerce et de l'Industrie les budgets et les crédits supplémentaires, ainsi que les comptes administratifs de l'ordonnateur.

Il est statué par décret en Conseil d'État sur l'acceptation des dons et legs qui sont grevés de charges, de conditions ou d'affectation immobilière ou qui sont l'objet de réclamations des familles.

ART. 6. — Le Conseil d'administration donne son avis sur :

- les comptes de l'agent comptable;
- le mode de publication des brevets d'invention et le prix des fascicules imprimés mis en vente;
- toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 7. — Le Conseil d'administration peut formuler des vœux sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de l'office.

ART. 8. — Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre. Il est en outre convoqué, toutes les fois que les besoins du service l'exigent, par le président, soit d'office, soit sur l'invitation du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le Conseil ne peut valablement délibérer que si cinq au moins de ses membres en exercice assistent à la séance.

Lorsque les membres présents sont moins de cinq, le Conseil est convoqué de nouveau pour une date ultérieure et les délibérations sont alors valables, quel que soit le nombre des votants.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les procès-verbaux sont signés par le président et par le secrétaire. Ils font mention des membres présents.

Dans les huit jours qui suivent la séance, une copie du procès-verbal est envoyée au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 9. — Chaque année le Conseil d'administration adresse au Ministre, dans le courant du mois de juin, un rapport général sur l'état de l'office, les résultats de l'exercice précédent et les améliorations qui pourraient être apportées à la gestion de l'office.

ART. 10. — Les marchés concernant l'office sont passés dans les formes et conditions prescrites pour les marchés de l'État.

ART. 11. — Le président ou un membre du Conseil d'administration délégué à cet effet par le Conseil représente l'office en justice et dans les actes de la vie civile.

Il peut, sans autorisation du Conseil d'administration, faire tous actes conservatoires, agir en référé et passer les marchés dont le montant n'est pas supérieur à 5000 fr.

ART. 12. — Un secrétaire administratif, nommé par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis du Conseil d'administration, assure, sous l'autorité du Conseil d'administration et dans les conditions déterminées par le présent décret, le fonctionnement des services ainsi que l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

ART. 13. — Le mode de recrutement, l'effectif, les traitements et allocations, les conditions d'avancement et les règles de la discipline du personnel de l'office sont fixés par décret rendu sur le rapport des Ministres du Commerce et de l'Industrie et des Finances, après avis du Conseil d'administration. Les décisions individuelles concernant la nomination, l'avancement, les congés et la discipline du personnel sont présentées au Ministre du Commerce et de l'Industrie par le Conseil d'administration.

## TITRE II

### *Organisation financière de l'Office national de la propriété industrielle*

ART. 14. — Les recettes de l'Office national de la propriété industrielle sont divisées en recettes ordinaires et en recettes extraordinaires.

Les recettes ordinaires se composent :

- 1° des subventions annuelles de l'État inscrites au budget général du Ministère du Commerce et de l'Industrie;
- 2° du produit des perceptions autorisées par les lois et décrets au profit de l'office;
- 3° des subventions et fonds de concours de toute nature provenant d'administrations publiques, de chambres de commerce, d'associations syndicales ou autres ou de particuliers, ayant un caractère annuel et permanent;
- 4° du revenu des biens;
- 5° du produit de la vente des publications;
- 6° de toutes recettes qui pourraient être

faites par l'office en rémunération des services rendus par lui au public;

7° des autres ressources d'un caractère annuel et permanent.

Les recettes extraordinaires comprennent :

- 1° le capital provenant de l'aliénation des biens;
- 2° les subventions, dons, legs, libéralités et fonds de concours de toute nature provenant d'administrations publiques, de chambres de commerce, d'associations syndicales ou autres ou de particuliers, ayant un caractère accidentel;
- 3° les fonds provenant d'emprunts;
- 4° les autres ressources accidentelles et notamment les prélèvements sur le fonds de réserve.

ART. 15. — Les dépenses de l'Office national de la propriété industrielle sont divisées en dépenses ordinaires et en dépenses extraordinaires.

Les dépenses ordinaires comprennent :

- 1° les impositions établies par les lois;
- 2° les traitements et allocations du personnel administratif et du personnel de service;
- 3° les dépenses locatives et d'entretien de bâtiments et de mobilier, le chauffage et l'éclairage, les frais d'impression et de bureau;
- 4° les dépenses de la bibliothèque;
- 5° les frais de mission;
- 6° toutes autres dépenses d'un caractère annuel et permanent.

Les dépenses extraordinaires comprennent les dépenses temporaires ou accidentelles imputées sur une des recettes extraordinaires énumérées à l'article 14 ou sur l'excédent des recettes ordinaires, y compris le service des emprunts.

ART. 16. — Le budget est préparé par le président ou le membre du Conseil d'administration délégué à cet effet par le Conseil, délibéré par le Conseil d'administration dans la première quinzaine de novembre pour l'année à venir et soumis dans la quinzaine suivante à l'approbation du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Des modifications au budget peuvent être présentées en cours d'exercice en raison de ressources ou de charges nouvelles. Elles sont délibérées et approuvées dans la même forme.

ART. 17. — La période complémentaire de l'exercice est la même que pour les opérations du budget de l'État.

ART. 18. — Un membre du Conseil d'administration délégué à cet effet par le Conseil est chargé de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses ainsi que de l'établissement et de la transmission à l'agent comptable des titres et recettes,

Aucune dépense ne peut être engagée que par l'ordonnateur en vertu des délibérations prises par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions du présent décret et dans la limite de crédits régulièrement ouverts.

ART. 19. — Les recettes et les dépenses sont effectuées par un agent comptable, chargé seul, et sous sa responsabilité, de faire toute diligence pour assurer la rentrée des revenus et créances, legs, donations et autres ressources du budget de l'office, de faire procéder contre les débiteurs en retard aux exploits, significations, poursuites et commandements à la requête du membre du Conseil d'administration délégué à cet effet et d'acquitter les dépenses mandatées par celui-ci.

Indépendamment de la surveillance qu'exerce sur ses opérations le Conseil d'administration, l'agent comptable est justiciable de la Cour des comptes et soumis aux vérifications de l'inspection des finances. Il fournit, en garantie de sa gestion, un cautionnement dont le montant est fixé par une décision concertée entre les Ministres du Commerce et de l'Industrie et des Finances.

Il est nommé par décret sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances, après agrément du Conseil d'administration.

Il peut lui être alloué une indemnité de caisse qui sera fixée sur la proposition du Conseil d'administration par décret contre-signé par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et par le Ministre des Finances.

En cas de maladie ou d'absence autorisée, il peut se faire remplacer par un fondé de pouvoirs muni d'une procuration régulière et agréé par le Conseil d'administration.

ART. 20. — Un agent spécial délégué par le Conseil d'administration peut être chargé à titre de régisseur et à charge de rapporter dans le mois à l'agent comptable les acquits des créanciers réels et les pièces justificatives, de payer au moyen d'avances mises à sa disposition les menues dépenses de l'office; les avances ne doivent pas excéder 1500 fr.

Aucune nouvelle avance ne peut, dans les limites prévues dans le paragraphe ci-dessus, être faite par le comptable qu'autant que les acquits des créanciers réels et les pièces justificatives de l'avance précédente lui ont été fournis ou que la portion de cette avance dont il reste à justifier a moins d'un mois de date.

Des avances peuvent être faites également dans les limites fixées par le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1919 aux personnes envoyées en mission. Le Ministre du Commerce et

de l'Industrie fixe la quotité de ces avances. Ces personnes doivent produire au comptable, au plus tard dans le délai d'un mois après leur retour de mission, les acquits des créanciers réels et les pièces justificatives.

ART. 21. — Les fonds libres de l'office sont versés au Trésor sans intérêts.

Le Conseil d'administration peut décider, sous réserve de l'approbation du Ministre du Commerce et de l'Industrie, que les fonds excédant les besoins prévus seront placés en valeurs du Trésor.

ART. 22. — L'excédent des recettes de l'exercice expiré ainsi que les restes à payer et à recouvrer sont reportés de plein droit et sous un titre spécial au budget de l'exercice suivant.

Une partie des excédents de recettes annuels peut être affectée à la constitution d'un fonds de réserve et employée en rentes sur l'État.

Les prélèvements à effectuer sur ce fonds de réserve sont soumis à l'approbation du Ministre du Commerce et de l'Industrie par le Conseil d'administration.

ART. 23. — La constatation des valeurs de caisse et de portefeuille de l'office est faite au 31 décembre par le Conseil d'administration qui arrête la situation à cette date des valeurs mobilières et immobilières de l'établissement.

ART. 24. — L'agent comptable est soumis, pour tout ce qui n'est pas prévu au présent décret, aux mêmes règlements que les comptables du Trésor.

Il est chargé de la comptabilité matières et soumis à ce titre aux règles fixées pour la comptabilité matières de l'administration du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

ART. 25. — Les oppositions sur les sommes dues par l'office sont pratiquées entre les mains de l'agent comptable.

ART. 26. — Le compte administratif de l'ordonnateur et les comptes deniers et matières de l'agent comptable sont soumis, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juillet, au Conseil d'administration.

Les comptes de gestion de l'agent comptable indiquent la distinction par exercice des faits de recettes et de dépenses.

Le compte de l'ordonnateur est soumis à l'approbation du Ministre avant le 1<sup>er</sup> août qui suit la clôture de l'exercice.

Les comptes de l'agent comptable sont établis en double expédition: l'une des expéditions, visée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, est déposée au greffe de la Cour des comptes, avec les pièces justificatives à l'appui, dans le courant du mois de septembre qui suit la clôture de l'exercice.

ART. 27. — La forme des budgets et des comptes de l'Office national de la propriété industrielle, les livres et les écritures de l'ordonnateur et du comptable, la nomenclature des pièces justificatives de recettes et de dépenses sont déterminées par des règlements arrêtés de concert par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et par le Ministre des Finances.

ART. 28. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 septembre 1920.

A. MILLERAND.

*Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,*  
AUG. ISAAC.

*Le Ministre des Finances,*  
F. FRANÇOIS-MARSAL.

## GRANDE-BRETAGNE

### ORDONNANCE EN CONSEIL

concernant

#### L'ACCESSION DE LA ROUMANIE À L'UNION INTERNATIONALE

Par une ordonnance en Conseil datée du 13 octobre 1920, les dispositions de la section 91 de la loi britannique de 1907 sur les brevets et les dessins telle qu'elle a été modifiée par les lois de 1914 et de 1919<sup>(1)</sup> ont été rendues applicables, à partir du 6 octobre 1920, à la Roumanie, qui a adhéré à la Convention d'Union révisée à Washington en 1911.

## MAROC

(Zone française)

### ARRÊTÉ VIZIRIEL

réglementant

#### L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE, DE COMMERCE OU D'EXPLOITATION MAROCAINES<sup>(2)</sup>

(Du 25 septembre 1918 [18 Hidja 1336].)

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 25 septembre 1918 (18 Hidja 1336), rendant exécutoires les Conventions et Arrangements internationaux de Paris et de Madrid, dans la zone française de l'Empire Chérifien, et notamment l'article 4 dudit dahir,

(1) Voir *Prop. ind.*, 1907, p. 180; *Rec. gén.*, tome V, p. 400. Cette section 91 règle en Grande-Bretagne l'exercice du droit de priorité.

(2) Supplément spécial au *Bulletin officiel* du Protectorat, fascicule 9, septembre 1918.

arrête :

ARTICLE PREMIER. — L'Office marocain de la propriété industrielle, créé par le dahir du 23 juin 1916 (21 Chaabane 1334), assurera l'enregistrement international des marques de fabrique, déjà déposées au Maroc, dans les conditions ci-après fixées.

ART. 2. — Le dépôt des marques à l'Office marocain en vue de leur enregistrement international comporte :

- 1° une demande à M. le Commissaire Résident général (Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, Service du Commerce et de l'Industrie, Office de la propriété industrielle), établie en double exemplaire, portant une reproduction de la marque déposée et l'indication des noms, prénoms, profession et adresse du déposant, ainsi que le numéro d'enregistrement de la marque à l'Office marocain.
- A cette demande sera annexée une brève description des caractères distinctifs de la marque, indiquant éventuellement les couleurs employées;
- 2° un cliché typographique de la marque dont les dimensions extrêmes sont fixées par le règlement d'exécution de l'Arrangement de Madrid susvisé;
- 3° quarante exemplaires de la marque tirés en couleur, si la marque est colorée;
- 4° un mandat, à l'adresse du « Bureau international de la propriété industrielle », à Berne, du montant des taxes fixées par ledit Arrangement de Madrid;
- 5° un récépissé de la Trésorerie générale ou d'une Recette des finances du Protectorat, constatant le versement de la taxe intérieure établie par l'article 3 qui suit;
- 6° un pouvoir, enregistré avec signature légalisée, si le dépôt est effectué par mandataire, avec indication des nom, adresse et profession de celui-ci;
- 7° un bordereau des pièces déposées, signé du déposant ou de son mandataire, en triple exemplaire.

ART. 3. — La taxe perçue par le Bureau international de Berne est de 100 fr. pour une seule marque ou pour la première marque, comprise dans un dépôt multiple; et elle s'augmente de 50 fr. pour chacune des autres marques qui figurent dans un tel dépôt.

La taxe intérieure, à acquitter au Trésor du Protectorat, est de 10 fr. par dépôt, quel que soit le nombre des marques déposées.

ART. 4. — Après vérification de la régularité du dépôt et de l'exactitude des indications portées sur le bordereau, le Directeur de l'Office marocain signe, date et estampille l'un des exemplaires de ce bor-

dereau et le remet au déposant, à titre de reçu.

Il transmet ensuite au Bureau international à Berne le dossier de la marque comprenant toutes les pièces déposées et figurant au bordereau, en ne conservant que le troisième exemplaire de cette dernière pièce.

ART. 5. — Dès retour à l'Office marocain de la propriété industrielle du deuxième exemplaire de la demande portant le visa et la mention de l'enregistrement au Bureau international de Berne, le déposant est avisé par le Directeur de l'office, qui lui remet cet exemplaire contre décharge. Mention de cette remise est portée sur le bordereau conservé dans les archives de l'office et mention de l'enregistrement international, avec indication de sa date et du numéro attribué par lui à la marque, est transcrite sur le registre des marques tenu à l'office.

ART. 6. — Toute question d'application des présentes dispositions sera résolue par arrêtés vizirielles spéciaux.

Fait à Marrakech, le 18 Hidja 1336 (25 septembre 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 novembre 1918.

*Le Commissaire Résident général,*  
LYAUTEY.

## PARAGUAY

### ORDONNANCE

tendant

À EMPÊCHER QUE LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE APPARTENANT À DES MAISONS ÉTRANGÈRES SOIENT ILLICITEMENT ENREGISTRÉES

(Du 22 avril 1919.)

ARTICLE PREMIER. — Avant d'enregistrer une marque de fabrique ou de commerce pour des produits étrangers, la Direction de l'office des contributions intérieures exigera la preuve que le déposant a un droit de propriété sur ladite marque.

ART. 2. — La propriété des marques s'établira par l'un des moyens ci-après :

- 1° dépôt du certificat d'enregistrement dressé par l'autorité compétente ou d'une copie légalisée dudit certificat;
- 2° dépôt d'un certificat délivré par le consul de la nation à laquelle appartient le déposant et attestant que ce dernier est propriétaire de la marque;
- 3° dépôt de toute autre pièce considérée comme suffisante par la Direction des contributions intérieures.

ART. 3. — Quand il s'agira de l'enregistrement de nouvelles marques apposées sur des produits étrangers destinés à la vente exclusive dans le pays, le déposant devra, au moment du dépôt, déclarer expressément cette circonstance. En cas de déclaration fautive, la Direction de l'office des contributions intérieures pourra d'office annuler l'enregistrement.

(D'après une traduction allemande parue dans le *Blatt für Patent-, Muster- und Zeichenwesen*, 1919, p. 140.)

## TCHÉCO-SLOVAQUIE

### ORDONNANCE

portant

AUGMENTATION DES TAXES EN MATIÈRE DE BREVETS

(N° 411, du 24 juin 1919.)

En vertu de la loi du 27 mai 1919 et du dernier alinéa de l'article 114 de la loi du 11 janvier 1897 sur les brevets<sup>(1)</sup>, il est ordonné ce qui suit :

§ 1<sup>er</sup>. — Les annuités de brevets d'invention sont augmentées de 50 %.

§ 2. — La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1920.

Les Ministres du Commerce et des Finances sont chargés de l'exécution.

(*Oesterreichisches Patentblatt*, 1920, p. 162.)

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Études générales

### LA STATISTIQUE INTERNATIONALE DES BREVETS ET DES MARQUES

DE 1913 A 1919

Les données statistiques sur les années 1913 à 1919 ne sont pas encore complètes. Nous ne les possédons que pour sept pays en ce qui concerne les brevets, et pour six pays en ce qui concerne les marques. Les chiffres accusés permettent néanmoins de constater partout une recrudescence considérable de l'esprit inventif.

Après les dures années de la guerre, les populations ont repris goût au travail. En dépit des grèves qui se sont multipliées au cours de l'année 1919, causant dans la société européenne un désarroi fort sensible et surtout une agitation exagérée, la consultation du poulx populaire révèle qu'il

(<sup>1</sup>) Voir *Prop. ind.*, 1919, p. 80.

s'agissait là de phénomènes qui affectaient plutôt la surface que le fond. Les sources vives de la production sont de nouveau fouillées et exploitées. Dans les sphères d'ordre élevé, d'où part l'impulsion qui met en mouvement l'industrie et qui l'organise, on travaille autant, et souvent plus qu'avant la guerre. Les inventeurs sont retournés à leurs combinaisons et les négociants à leur activité.

Si le nombre des brevets est un baromètre à peu près sûr indiquant l'état de prospérité d'un pays, les demandes déposées en 1919, année qui a immédiatement suivi la cessation des hostilités, sont de nature à inspirer confiance dans les destinées futures de l'industrie.

Le tableau ci-après, qui donne le nombre des brevets demandés (nous ne disons pas : délivrés) et des marques déposées (nous ne disons pas : enregistrées), est bien fait pour dissiper les craintes de ceux qui entrevoyaient déjà la ruine complète du vieux continent européen. Si l'on ajoute à cela que plusieurs des pays nouvellement constitués ont adhéré aux Unions internationales qui protègent la propriété intellectuelle, témoignant ainsi de leur désir sincère de contribuer pour leur part aux progrès de l'esprit et de l'industrie, on ne tarde pas à être rassuré sur le sort réservé, après la tribulation, aux nations du monde entier. Voici le tableau dont nous parlons :

est due surtout au grand nombre d'étrangers qui ont déposé leurs demandes dans ce pays neutre : en 1917, 63,3 % et en 1918, 61,5 %, alors qu'en 1919, ce chiffre n'était plus que de 53,9 %.

Dès 1914 déjà, l'influence de la guerre s'est fait sentir dans une large mesure. Le nombre des demandes a diminué partout sauf aux États-Unis, pays trop éloigné des opérations de guerre pour que son industrie s'en fût ressentie ; la diminution ne devait y être constatée que plus tard, en 1918, une année après que les États-Unis eurent eux-mêmes pris les armes. Mais c'est surtout en 1915 que la diminution générale s'est accentuée. En 1916, il n'y a eu qu'une légère amélioration ; en 1917 et en 1918, grâce à la merveilleuse faculté d'adaptation de la société humaine, la nature de l'inventeur a commencé à pouvoir reprendre ses droits, malgré le fracas du canon qui allait en augmentant. En 1919, l'activité de l'inventeur s'est manifestée avec une force élémentaire encore inconnue. Le chiffre de 76,484 <sup>(1)</sup> demandes pour les États-Unis et de 32,853 pour la Grande-Bretagne n'avait encore jamais été atteint.

Le tableau relatif aux marques donne lieu à des constatations identiques. Après l'année 1913, qui fut également celle où s'effectua le plus grand nombre de dépôts

<sup>(1)</sup> Pour l'année fiscale comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1919 et le 30 juin 1920, ce chiffre a même passé à 81,948.

PAYS	BREVETS DEMANDÉS						
	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Allemagne . . . . .	49,532	36,772	21,041	24,469	24,458	30,049	43,279
Autriche . . . . .	11,196	8,277	5,238	6,213	6,247	6,894	4,997
Etats-Unis . . . . .	68,117	67,774	67,335	68,349	67,828	57,347	76,484
Grande-Bretagne . . . . .	30,077	24,820	18,191	18,602	19,285	21,839	32,853
Norvège . . . . .	1,962	1,590	1,350	1,580	2,147	2,929	3,670
Suède . . . . .	3,683	3,071	2,615	2,928	4,359	4,919	env. 6000
Suisse . . . . .	5,339	4,066	2,973	2,974	3,680	4,861	6,519
	MARQUES DÉPOSÉES						
	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Allemagne . . . . .	32,115	23,423	10,323	12,112	11,078	11,980	28,780
Autriche . . . . .	8,819	7,714	5,158	4,951	4,428	4,543	4,262
Etats-Unis . . . . .	7,369	8,851	8,432	8,628	8,176	6,846	12,218
France . . . . .	21,239	15,169	7,805	7,784	7,838	8,699	22,854
Grande-Bretagne . . . . .	9,689	8,317	6,057	5,837	5,502	6,968	12,479
Suisse . . . . .	2,314	1,745	1,359	1,658	1,744	2,345	2,850
Enregistrement international . . . . .	1,934	1,394	658	850	880	987	1,575

Il ressort de ce tableau que partout, sauf en Autriche, le nombre des brevets demandés en 1919 a atteint et même dépassé celui qu'accusait l'année 1913 qui a été, comme l'on sait, l'année où le plus grand nombre de demandes de brevets ont été déposées depuis que la protection légale existe dans ce domaine. Le fait qu'en Autriche, le chiffre de 11,196 de 1913 n'a pas été atteint en 1919 s'explique suffisamment par la dislocation de l'ancienne Monarchie bicéphale et par la réduction du territoire de la République autrichienne. En Suède, l'augmentation en 1917 et en 1918

de marques, les dépôts ont diminué d'une manière très sensible, pour atteindre le niveau le plus bas en 1915 et en 1916. La guerre a entravé les échanges commerciaux plus encore que l'industrie. Tandis que certaines classes d'inventions se rapportant à l'art militaire et à l'industrie des succédanés ont accusé une augmentation même pendant la guerre, l'insécurité des transports et des transactions a enrayé l'essor de tous les genres de commerce et entraîné du même coup la diminution, dans la plupart des classes, du nombre de marques déposées. On constate, en outre, que le

commerce, plus méfiant de sa nature, a eu plus de peine que l'industrie à s'adapter aux circonstances ; ce n'est qu'en 1917 que, sauf en Grande-Bretagne, il a commencé à remonter la côte. Mais, l'armistice une fois conclu, les relations commerciales ont repris de plus belle d'un pays à l'autre et, en 1919, le nombre des dépôts de marques a atteint, comme celui des brevets, un chiffre auquel il n'était encore jamais parvenu. Seule l'Allemagne n'a pas encore repris l'essor de 1913, mais elle est en bonne voie, et le chiffre de 1920 sera probablement plus élevé que celui de 1913. Quant à l'Autriche, pour les motifs que l'on connaît, elle ne pourra revenir à ses 8819 dépôts de 1913, mais, avec ses 4262 marques en 1919, dont la plus grande partie proviennent de la ville de Vienne, elle fait encore bonne figure.

Comme bien l'on pense, le mouvement des marques internationales a suivi celui des marques nationales. Le chiffre de 1934 marques atteint en 1913 n'a pas tardé à être réduit en 1914 à 1394 ; en 1915, il est même tombé à 658, subissant ainsi une diminution de près de 66 % ; mais, en 1916, il est remonté à 850, puis à 880 en 1917, à 987 en 1918 ; en 1919, il est remonté d'un seul bond à 1575, et si nous ne nous abusons, il dépassera en 1920 le chiffre de 1913. L'enregistrement international continue ainsi à fonctionner dans des conditions normales. Non seulement la guerre ne l'a pas atteint, mais elle n'a pas empêché le nombre des États contractants d'augmenter. Avec le Maroc, qui a adhéré en 1917, la Tchécoslovaquie en 1919 et la Roumanie en 1920, l'Arrangement de Madrid étend ses effets actuellement à seize pays, et il n'est pas téméraire de prévoir de nouvelles et prochaines adhésions.

En somme, le petit tableau qui précède est réconfortant. L'inventeur est retourné à son outil, à sa cornue, à ses combinaisons. Sa bienfaisante activité contribuera certainement pour sa large part à sortir la pauvre humanité du déséquilibre économique et de la torpeur où l'ont plongée les commotions violentes de ces dernières années.

## Nouvelles diverses

### ÉTATS-UNIS

#### BUREAU DES BREVETS. — CHANGEMENT DE COMMISSAIRE

M. James J. Newton, dont nous avons annoncé, dans notre numéro du 30 avril 1918, p. 46, la nomination au poste de Commissaire des brevets des États-Unis, vient de résigner ses fonctions officielles pour prendre une charge importante dans le bureau créé

en Amérique par une agence de brevets anglaise réputée. Il a été remplacé par M. Robert F. Whitehead, qui devient ainsi le trente-troisième Commissaire depuis la création du Bureau des brevets.

M. Whitehead est de Livingston, dans le comté de Nelson (Virginie). Il a fait ses études à l'Université de Virginie et a suivi pendant deux ans les cours de mathématiques et de physique de John Hopkins, l'une des sommités de la science américaine. Après avoir enseigné pendant deux ans, il est entré au Bureau des brevets en février 1902. Il parcourut d'abord toute la hiérarchie des examinateurs, passa, en mai 1914, dans la catégorie des assistants du Commissaire et devint premier assistant en 1916. Il possède donc les qualités d'un excellent examinateur et, au surplus, il est inscrit au barreau et a été admis à plaider devant les Cours de districts et devant la Cour suprême des Etats-Unis. On le considère dans le pays comme très capable et digne, par conséquent, de continuer l'excellente œuvre de son prédécesseur.

Nos sincères félicitations au nouveau Commissaire!

(D'après le *Scientific American* du 21 août 1920.)

## Bibliographie

### Ouvrages relatifs aux traités de paix

Contrairement à ce que nous disions dans notre dernier numéro, page 112, première colonne, à la fin du premier alinéa, le texte du Traité de paix de Versailles a été publié dans le *Journal officiel français* du 11 janvier 1920.

Quant au texte du Traité de Saint-Germain, il figure, en original français et en traduction allemande, dans le *Bulletin des lois de la République Autrichienne (Staatsgesetzblatt für die Republik Oesterreich)* du 21 juillet 1920, sous numéro 303.

## Statistique

### SUISSE

#### STATISTIQUE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE POUR LES ANNÉES 1918 ET 1919

##### I. Brevets d'invention

###### A. Renseignements généraux

	1918	1919
Demandes déposées . . . . .	4,861	6,519
dont :		
Pour brevets principaux . . . . .	4,412	6,136
Pour brevets additionnels . . . . .	449	383
Demandes retirées . . . . .	453	429
Demandes rejetées . . . . .	11	17
Recours ensuite du rejet de demandes, etc. . . . .	5	2
Notifications relatives à des demandes à l'examen . . . . .	5,919	7,163
dont :		
I <sup>res</sup> notifications . . . . .	3,774	4,680
II <sup>es</sup> » . . . . .	1,505	1,729
III <sup>es</sup> » . . . . .	467	564
Autres notifications . . . . .	173	190

	1918	1919
Prolongations de délai . . . . . (morat.)	(morat.)	(morat.)
Avis secrets . . . . .	—	—
Brevets principaux enregistrés . . . . .	3,049	3,855
Brevets additionnels enregistrés . . . . .	394	228
Protection aux expositions, enregistrements . . . . .	—	—
Sursis pour le paiement des trois premières annuités . . . . .	35	56
Rappels d'annuités . . . . .	7,271	807
Annuités payées . . . . .	15,796	17,841
dont :		
I <sup>res</sup> annuités . . . . .	4,424	6,121
2 <sup>es</sup> » . . . . .	1,932	2,335
3 <sup>es</sup> » . . . . .	1,441	1,480
4 <sup>es</sup> » . . . . .	1,278	1,198
5 <sup>es</sup> » . . . . .	1,417	1,075
6 <sup>es</sup> » . . . . .	1,296	1,196
7 <sup>es</sup> » . . . . .	986	1,094
8 <sup>es</sup> » . . . . .	767	841
9 <sup>es</sup> » . . . . .	632	687
10 <sup>es</sup> » . . . . .	508	557
11 <sup>es</sup> » . . . . .	382	443
12 <sup>es</sup> » . . . . .	304	330
13 <sup>es</sup> » . . . . .	191	242
14 <sup>es</sup> » . . . . .	136	146
15 <sup>es</sup> » . . . . .	102	96
Cessions de brevets . . . . .	281	297
Cessions de demandes de brevets . . . . .	94	126
Licences . . . . .	16	41
Nantissements . . . . .	4	1
Changements de raison . . . . .	27	22
Changements de mandataires . . . . .	325	255
Autres inscriptions . . . . .	2	3
Radiations . . . . .	179	262

##### B. Répartition, par pays d'origine, des brevets d'invention délivrés pendant les années 1918 et 1919

	1918	1919
Suisse . . . . .	2,369	2,594
Allemagne . . . . .	571	692
Autriche . . . . .	40	55
Hongrie . . . . .	6	13
Belgique . . . . .	7	8
Bulgarie . . . . .	—	—
Danemark et colonies . . . . .	12	34
Espagne . . . . .	10	9
France et colonies . . . . .	116	214
Grande-Bretagne et colonies . . . . .	97	161
Grèce . . . . .	—	—
Italie . . . . .	18	54
Luxembourg . . . . .	1	1
Norvège . . . . .	23	14
Pays-Bas et colonies . . . . .	22	29
Portugal . . . . .	1	—
Roumanie . . . . .	—	—
Russie . . . . .	2	2
Serbie . . . . .	—	1
Suède . . . . .	51	56
Turquie . . . . .	—	—
Afrique . . . . .	1	2
Amérique du Sud . . . . .	1	2
Asie . . . . .	—	3
Australie . . . . .	1	7
Canada . . . . .	3	7
Etats-Unis . . . . .	89	125
Divers . . . . .	2	—
Total . . . . .	3,443	4,083

Sur 100 brevets délivrés		
les Suisses en ont reçu . . . . .	69	64
les étrangers en ont reçu . . . . .	31	36

##### III. Marques de fabrique et de commerce

###### A. Renseignements généraux

Marques présentées à l'enregistrement . . . . .	2,345	2,850
Marques dont les pièces étaient irrégulières ou incomplètes . . . . .	999	1,077
Marques enregistrées <sup>(1)</sup> au Bureau fédéral . . . . .	2,246	2,659
Marques enregistrées au Bureau international . . . . .	987	1,575
Marques internationales refusées . . . . .	6	8
Marques retirées ou rejetées . . . . .	80	114

	1918	1919
Recours . . . . .	1	2
Marques ayant donné lieu à un avis confidentiel . . . . .	392	511
Changements de domicile, etc. . . . .	40	43
Marques transférées <sup>(1)</sup> . . . . .	551	423
Marques radiées à la demande des propriétaires ou ensuite d'un jugement . . . . .	59	35
Marques radiées ensuite de non-renouvellement . . . . .	436	530
Marques dont le dépôt a été renouvelé . . . . .	146	196
Rappels de renouvellement . . . . .	521	549

##### B. Répartition, par classes de marchandises, des marques enregistrées<sup>(1)</sup> pendant les années 1918 et 1919<sup>(2)</sup>

	1918	1919	1865 à 1919
No 1. Produits alimentaires, etc. . . . .	193	284	6,524
» 2. Boissons, etc. . . . .	40	89	2,115
» 3. Tabacs, cigares, etc. . . . .	102	111	3,113
» 4. Produits pharmaceutiques, etc. . . . .	382	515	6,140
» 5. Couleurs, savons, etc. . . . .	219	330	4,956
» 6. Produits textiles, etc. . . . .	238	236	4,173
» 7. Produits de la papeterie, etc. . . . .	92	123	1,384
» 8. Eclairage, chauffage, etc. . . . .	92	135	1,556
» 9. Matériaux de construction, etc. . . . .	14	22	556
» 10. Meubles, etc. . . . .	87	91	915
» 11. Métaux, machines, etc. . . . .	187	220	3,070
» 12. Horlogerie, etc. . . . .	578	480	11,044
» 13. Divers . . . . .	22	23	329
Total . . . . .	2,246	2,659	45,875

##### C. Répartition, par pays, des marques enregistrées<sup>(1)</sup> pendant les années 1918 et 1919<sup>(2)</sup>

	1918	1919	1865 à 1919
Suisse . . . . .	1,845	2,077	34,134
Allemagne . . . . .	238	264	6,054
Argentine . . . . .	1	—	12
Autriche . . . . .	17	4	548
Hongrie . . . . .	—	—	32
Belgique . . . . .	—	4	135
Brésil . . . . .	—	—	5
Cuba . . . . .	—	—	7
Danemark . . . . .	2	6	43
Égypte . . . . .	—	—	40
Espagne . . . . .	—	1	84
États-Unis d'Amérique . . . . .	50	112	758
France . . . . .	4	8	1,716
Grande-Bretagne . . . . .	76	162	1,978
Italie . . . . .	—	1	51
Mexique . . . . .	—	—	3
Pays-Bas . . . . .	—	—	53
Portugal . . . . .	1	—	5
Queensland . . . . .	—	—	1
Roumanie . . . . .	—	—	1
Russie . . . . .	—	—	30
Suède . . . . .	9	16	143
Tunisie . . . . .	—	—	—
Autres pays . . . . .	3	4	42
Total . . . . .	2,246	2,659	45,875

<sup>(1)</sup> Les marques faisant l'objet d'un transfert et renouvelées sont, en Suisse, enregistrées à nouveau, comme s'il s'agissait de marques nouvellement déposées.

Les chiffres concernant les marques enregistrées comprennent donc aussi celles dont le transfert a nécessité un nouvel enregistrement.

<sup>(2)</sup> Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les marques protégées en Suisse en vertu de l'enregistrement international.

	1897		1898		1899		1900		1901		1902		1903		1904		1905		1906		1907		1908		1909		1910		1911	
	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰	absol.	‰
Année d. brevets																														
1 <sup>re</sup>	2241	1000	2389	1000	2408	1000	2209	1000	2271	1000	2306	1000	2549	1000	2710	1000	2910	1000	3181	1000	3415	1000	3693	1000	3833	1000	3951	1000	4155	1000
2 <sup>e</sup>	1578	704	1765	739	1839	764	1678	760	1765	777	1773	769	1941	761	2094	773	2187	752	2431	764	2649	776	2781	763	2959	772	3014	763		
3 <sup>e</sup>	1075	480	1149	481	1319	548	1191	539	1248	550	1271	551	1348	529	1509	557	1565	538	1641	516	1840	539	1982	537	2153	562				
4 <sup>e</sup>	650	290	687	288	765	318	690	312	715	315	812	352	847	332	972	358	1089	374	1142	359	1284	376	1430	387						
5 <sup>e</sup>	486	217	521	218	593	246	520	236	576	254	651	282	699	274	770	284	840	289	864	272	975	286								
6 <sup>e</sup>	395	174	419	175	469	195	406	184	459	202	534	232	539	211	621	229	647	222	666	209										
7 <sup>e</sup>	312	139	346	145	370	154	335	152	384	169	430	186	439	172	505	186	523	180												
8 <sup>e</sup>	258	115	273	114	302	125	275	125	318	141	336	146	357	140	425	157														
9 <sup>e</sup>	220	98	233	98	256	106	233	106	255	112	279	121	277	109																
10 <sup>e</sup>	188	84	197	82	211	88	190	86	215	95	240	104																		
11 <sup>e</sup>	156	70	161	67	167	69	166	75	183	81																				
12 <sup>e</sup>	126	56	133	56	137	57	146	66																						
13 <sup>e</sup>	100	45	116	49	112	47																								
14 <sup>e</sup>	76	34	89	37																										
15 <sup>e</sup>	60	27																												

## II. Dessins et modèles industriels

A. Tableau pour les trois périodes de la protection

PÉRIODES	DÉPOTS		OBJETS	
	1918	1919	1918	1919
I <sup>re</sup> période . . . . .	1,138 <sup>(1)</sup>	1,181 <sup>(2)</sup>	178,320	181,579
dont cachetés . . . . .	650	769	157,634	162,607
II <sup>e</sup> » . . . . .	181	133	7,353	19,056
III <sup>e</sup> » . . . . .	74	77	225	186
Transmissions . . . . .	74	86	41,716	9,064
Licences . . . . .	—	4	—	4
Nantissements . . . . .	1	—	4	—
Radiations, dépôts entiers . . . . .	131	207	390	34,324
Radiations, parties de dépôts . . . . .	10	1	93	1
Radiations (ensuite de nullité) . . . . .	—	—	1	—
Changements de raison . . . . .	3	—	6	—

(1) Dont 185 avec 173,560 dessins de broderie = 97 % des objets déposés.

(2) Dont 209 avec 175,805 dessins de broderie = 97 % des objets déposés.

B. Répartition par pays, pour la première période

PAYS	DÉPOTS		OBJETS	
	1918	1919	1918	1919
Suisse . . . . .	1,109	1,122	178,126	181,444
Allemagne . . . . .	21	26	56	91
Autriche . . . . .	1	5	1	11
Hongrie . . . . .	2	—	2	—
Belgique . . . . .	—	—	—	—
États-Unis . . . . .	—	2	—	2
France et colonies . . . . .	2	15	131	18
Grande-Bretagne . . . . .	2	3	3	4
Italie . . . . .	—	—	—	—
Autres pays . . . . .	1	8	1	9
Total	1,138	1,181	178,320	181,579

# LES MARQUES INTERNATIONALES

PUBLICATION DU BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

(SERVICE DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE)

PRIX D'ABONNEMENT, pour tous les pays, . . . . . Fr. 6. —  
Un numéro isolé . . . . . » 0.50  
Les abonnements sont annuels et partent de janvier  
Pour les ABONNEMENTS s'adresser à l'IMPRIMERIE COOPÉRATIVE,  
34, rue Neuve, à BERNE

DIRECTION  
Bureau International de la Propriété Industrielle, 7, Helvetiastrasse, à BERNE  
(Adresse télégraphique: PROTECTUNIONS)  
ANNONCES  
SOCIÉTÉ SUISSE D'ÉDITION, 4, JUMELLES, LAUSANNE

## ENREGISTREMENTS EFFECTUÉS AU BUREAU INTERNATIONAL

L'enregistrement international des marques se fait par l'entremise de l'Administration du pays d'origine de la marque.

Il assure actuellement aux marques la protection légale en Autriche, en Belgique, au Brésil, à Cuba, en Espagne, en France, en Hongrie, en Italie, au Maroc (territoire du Protectorat français), au Mexique, dans les Pays-Bas, en Portugal, en Roumanie, en Suisse, en Tchéco-Slovaquie et en Tunisie.

## MARQUES ENREGISTRÉES

N°s 23 263 à 23 268

28 septembre 1920

NAAMLOOZE VENNOOTSCHAP ALGEMEENE PAPIERMAATSCHAPPIJ  
GERHARD LOEBER — G. H. BÜHRMANN — AMSTERDAM (Pays-Bas)

N° 23 263



N° 23 264

INSULINDE  
G. H. B.

N° 23 266

BREDEROO

Papier à écrire et à imprimer, papier pour la lithographie, papier chrome, papier de luxe, enveloppes, papier enveloppe en couleurs ou en blanc destiné à des couvertures de livres, de brochures et de prix-courants, papier à dessiner, papier buvard et papier fantaisie, cartons.

N° 23 267

HOLLANDIA

☆☆☆  
G.H.B.

N° 23 268

PERGAMUS  
G.H.B.



N° 23 265



Papier à écrire et à imprimer, papier pour la lithographie, papier chrome, papier de luxe, enveloppes, papier enveloppe en couleurs ou en blanc, destiné à des couvertures de livres, de brochures et de prix-courants, papier à dessiner, papier buvard et papier fantaisie, cartons.

N°s 23 267 et 23 268: Papier à écrire et à imprimer, papier pour la lithographie, papier chrome, papier de luxe, papier enveloppe en couleurs ou en blanc, destiné à des couvertures de livres, de brochures et de prix-courants, papier à dessiner et papier buvard.

Enregistrées dans les Pays-Bas, les cinq premières le 18 janvier 1912, la dernière le 16 décembre 1913, sous les N°s 28 952, 28 955, 28 957, 28 958, 28 969 et 32 086.

N<sup>os</sup> 23 269 à 23 294

28 septembre 1920

NAAMLooZE VENNootSCHAP ALGEMEENE PAPIERMAATSCHAPPIJ  
GERHARD LOEBER — G. H. BÜHRMANN — AMSTERDAM (Pays-Bas)

N<sup>o</sup> 23 269

MAGNUS  
G. H. B.

Papier à imprimer, papier à lettres, papier à écrire, papier pour des registres, papier à dessiner, papier enveloppe, papier pour feuilles blanches, papier d'emballage, papier buvard et papier de luxe.

N<sup>o</sup> 23 270 VAN DE VELDEN<sup>o</sup> 23 271

YDALE  
EXTRA STRONG

N<sup>o</sup> 23 272

TINTORETTO

N<sup>o</sup> 23 273

MURILLO

N<sup>o</sup> 23 274

GLENSKAND

N<sup>o</sup> 23 275

BEGAH

N<sup>o</sup> 23 276

ALBASTINE

N<sup>o</sup> 23 277

DEL SARTO

N<sup>o</sup> 23 278

SENSIBLE

N<sup>o</sup> 23 279

HONTHORST

N<sup>o</sup> 23 280

MOQUETTE

N<sup>o</sup> 23 281

METSU

N<sup>o</sup> 23 282

OSTADE

N<sup>o</sup> 23 283

TOPAZINE

N<sup>o</sup> 23 284

CITO SICCANS  
1007

N<sup>o</sup> 23 285

WALTON

N<sup>os</sup> 23 270 à 23 285: Papier.

Enregistrées dans les Pays-Bas, la première le 18 juillet, les suivantes le 25 juillet 1914, sous les N<sup>os</sup> 33 155, 33 199, 33 202, 33 204, 33 205, 33 207, 33 208, 33 210, 33 215, 33 217, 33 219, 33 220, et 33 225 à 33 229.

N<sup>o</sup> 23 286

SAGUNTUM

N<sup>o</sup> 23 287

MAC OHLLESS  
PURE LINEN

N<sup>o</sup> 23 288

CEZETTIA

N<sup>o</sup> 23 289

ERGO BIBAMUS

N<sup>o</sup> 23 290

WHISTLER

N<sup>o</sup> 23 291

MATSUMA

N<sup>os</sup> 23 286 à 23 291: Papier.N<sup>o</sup> 23 292N<sup>o</sup> 23 293N<sup>o</sup> 23 294

De Haesbeek  
Anno 1719

N<sup>os</sup> 23 292 à 23 294: Papier à écrire et à imprimer, papier pour la lithographie, papier chrome, papier de luxe, papier enveloppe en couleurs ou en blanc destiné à des couvertures de livres, de brochures et de prix-courants, papier à dessiner, papier buvard et papier fantaisie.

Enregistrées dans les Pays-Bas, les six premières le 25 juillet 1914, les trois dernières le 4 mars 1920, sous les N<sup>os</sup> 33 234, 33 236, 33 238, 33 240, 33 245, 33 246, et 40 160 à 40 162.

N<sup>os</sup> 23 295 à 23 300

28 septembre 1920

NAAMLOOZE VENNOOTSCHAP  
ALGEMEENE PAPIERMAATSCHAPPIJ  
GERHARD LOEBER — G. H. BÜHRMANN  
AMSTERDAM (Pays-Bas)

N<sup>o</sup> 23 295

305 MILL  
FELT BLOTting

N<sup>o</sup> 23 296

**BANZAY**

N<sup>o</sup> 23 297 **TERRA** | N<sup>o</sup> 23 298 **LUNA**

NOBLESSE

N<sup>o</sup> 23 299

OBLIGE

N<sup>o</sup> 23 300

MILL 305

Parliament  
Note

Papier à écrire et à imprimer, papier pour la lithographie, papier chrome, papier de luxe, papier enveloppe en couleurs ou en blanc, destiné à des couvertures de livres, de brochures et de prix-courants, papier à dessiner, papier buvard et papier fantaisie.

Enregistrées dans les Pays-Bas, la première le 4 mars, la deuxième le 12 mars, les suivantes le 27 avril 1920, sous les N<sup>os</sup> 40 163, 40 242, 40 514 à 40 517.

N<sup>o</sup> 23 305

2 octobre 1920

L. COURVOISIER & C<sup>ie</sup>, successeurs de Courvoisier frères,  
fabrication — LA CHAUX-DE-FONDS (Suisse)

*Steyr*

Montres, parties de montres et leur emballage.

Enregistrée en Suisse le 2 septembre 1920 sous le N<sup>o</sup> 47 625.

N<sup>o</sup> 23 301

30 septembre 1920

ELEKTRIZITÄTSWERK LONZA  
(Usines électriques de la Lonza), fabrication et commerce  
GAMPEL (Valais, Suisse)

**Meta**

Combustibles, matières éclairantes, alcool, alcool solidifié, benzine, corps fabriqués au moyen de combustibles, bougies, matières d'allumage, matières pour feux d'artifice, allumettes, veilleuses, mèches, appareils d'éclairage, lampes pour automobiles et bicyclettes, lampes de nuit, chandeliers, brûleurs, ustensiles pour fumeurs, lampes à souder, lampes à cacheter, allumeurs, briquets, allumeurs pyrophoriques, appareils et ustensiles pour le chauffage, le séchage et la cuisson, bouteilles thermiques, appareils à cuisson rapide, appareils pour la cuisson du lait, appareils pour la préparation du café et du thé, appareils pour boucler les cheveux, cuisines de sport, appareils de toilette, appareils cosmétiques, appareils, instruments et ustensiles médicaux et sanitaires, ustensiles domestiques et pour la cuisson, ustensiles pour bureaux et comptoirs, objets d'enseignement, ustensiles sportifs, décorations pour arbres de Noël, ustensiles de voyage, objets métalliques (à l'exception des montres), produits chimiques pour l'industrie, la science, la photographie, la médecine et l'hygiène, matières désinfectantes, ainsi que les appareils pour leur emploi.

Enregistrée en Suisse le 21 février 1920 sous le N<sup>o</sup> 46 394.

N<sup>os</sup> 23 302 à 23 304

2 octobre 1920

J. & J. MÉRIENNE FRÈRES, fabrication  
GENÈVE (Suisse)

N<sup>o</sup> 23 302

„GIVRINE“

Préparation spéciale pour les chaussures en daim, toile, etc., ainsi que tous produits destinés à l'entretien des cuirs.

N<sup>o</sup> 23 303

Cirages, graisses, crèmes, lustres, apprêts, teintures et tous produits destinés à l'entretien des cuirs; blanc de guêtres, encaustiques, produits pour l'entretien des surfaces vernies et cirées; brosses nécessaires et autres articles de nettoyage; emballages, articles de réclame.

N<sup>o</sup> 23 304

**LUXOR**

Cirages, graisses, crèmes, lustres, apprêts, teintures et tous produits destinés à l'entretien des cuirs et chaussures, leurs emballages et réclames.

Enregistrées en Suisse, les deux premières le 14 novembre 1910, la dernière le 28 août 1920 sous les N<sup>os</sup> 28 383, 28 386 et 47 619.

**N° 23306****4 octobre 1920**

AKTIENGESELLSCHAFT B. FELDER-CLÉMENT,  
fabrication et commerce  
23, St-Carlstrasse, LUCERNE (Suisse)

# Triamant

Métal dur et outils en métal dur.

Enregistrée en Suisse le 21 juin 1920 sous le N° 47 129.

**N°s 23307 et 23308****5 octobre 1920**

ROCCA, TASSY & DE ROUX  
46, rue Breteuil, MARSEILLE (France)

N° 23307



Huile d'olive.

N° 23308

## S. O. L.

Toutes huiles comestibles, notamment huiles d'olives, beurres et graisses alimentaires.

Enregistrées en France les 26 novembre 1918 et 5 mars 1920.

**N° 23309****5 octobre 1920**

JACQUES (LÉON), fondeur  
40, rue de la Briche, ST-DENIS (Seine, France)

# STER

Pièces et appareils mécaniques.

Enregistrée en France le 21 mars 1918.

**N° 23310****5 octobre 1920**

DANIEL (MÉNAHEM), industriel  
84, boulevard de Plombières, MARSEILLE (France)



Coco à base de réglisse.

Enregistrée en France le 22 septembre 1916.

**N° 23311****5 octobre 1920**

ALBERT RANSON, LOUIS-AUGUSTE GUERSANT  
le 1<sup>er</sup> : 7, rue du Cardinal Lemoine; le 2<sup>nd</sup> : 22, rue Michel Bizot,  
PARIS (France)

# OPOCALCIUM GUERSANT

Tous produits pharmaceutiques, hygiéniques, chimiques ou vétérinaires.

Enregistrée en France le 4 décembre 1919.

**N° 23313****5 octobre 1920**

AUGUSTE CHAGNAUD  
(propriétaire de la maison Moullon & C<sup>ie</sup>)  
COGNAC (Charente, France)



Marque déposée en couleur. — Description: L'étiquette a le fond verni et de couleur bleu pâle; la banderole formant l'encadrement est rouge liserée en or, les feuillages sont verts, les grappes de fleurs or, de même que la corbeille et les personnages; les écharpes que portent les personnages sont rouges, les petites étoiles du bas sont blanches, les inscriptions en lettres blanches.

Eaux-de-vie.

Enregistrée en France le 24 juillet 1920.

**N° 23314****6 octobre 1920**

LOPES, COELHO DIAS & CA, Limitada, industriels  
rua Brito Capelo, MATTOSINHOS (Portugal)

# VICTORIA

Conserves alimentaires.

Enregistrée en Portugal le 14 août 1901 sous le N° 4608.

N° 23312

5 octobre 1920

Comte RENÉ DE GRAUWE, pharmacien  
16, rue de Rocroy, PARIS (France)



Produit pharmaceutique.

Enregistrée en France le 11 juin 1920.

N° 23315

8 octobre 1920

LES FILS LÉVY-FINGER, fabricants de couleurs et vernis  
32, rue de Bondy, PARIS (France)



Peintures vernissées, laque-émail.

Enregistrée en France le 3 août 1920.

N° 23316

8 octobre 1920

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES MUNITIONS DE CHASSE,  
DE TIR ET DE GUERRE  
(anciens Établissements Gévelot & Gaupillat)  
30, rue Notre-Dame des Victoires, PARIS (France)



Munitions pour armes de chasse, de tir et de guerre et  
notamment des amorces.

Enregistrée en France le 29 avril 1919.

(Enregistrement international antérieur du 18 mars 1901, N° 2468.)

N° 23317

9 octobre 1920

LE CRÉDIT CENTRAL (Société anonyme)  
6, rue François I<sup>er</sup>, PARIS (France)



Tous produits alimentaires et notamment farines alimentaires.

Enregistrée en France le 12 juin 1920.

N° 23318

9 octobre 1920

ÉTABLISSEMENTS FRANÇOIS (Société anonyme)  
SCLESSIN-LEZ-LIÈGE (Belgique)

# BOLIDE

Marteaux perforateurs rotatifs.

Enregistrée en Belgique le 10 août 1920 sous le N° 2500.

N° 23319

9 octobre 1920

KÄSEEXPORT A.-G. GOLDBACH (EMMENTHAL)  
(S. A. d'exportation de fromage, à Goldbach [Emmenthal]),  
commerce  
GOLDBACH (Suisse)



Produits de fromagerie.

Enregistrée en Suisse le 15 janvier 1918 sous le N° 41024.

N° 23320

11 octobre 1920

CARL SIEGL SEN, fabrique de toiles de lin  
SUMPERK (Tchéco-Slovaquie)



Toiles de lin.

Enregistrée en Tchéco-Slovaquie le 1<sup>er</sup> octobre 1912 sous le N° 1553  
(Olomouc).

N°s 23321 et 23322

11 octobre 1920

JAIME MIR, négociant  
97-99, boulevard Anspach, BRUXELLES (Belgique)



Vins, vins mousseux, cidres, bières, alcools et eaux-de-vie, liqueurs spiritueuses diverses, eaux minérales et gazeuses, limonades et sirops.

Enregistrées en Belgique le 27 août 1920 sous les N°s 23394 et 23395.

N° 23323

12 octobre 1920

ÉMILE-JOSEPH-ADOLPHE WINSTEL  
16, rue des Ponts, NANCY (France)

## BAUME CAPYL

Tous produits pharmaceutiques, hygiéniques, chimiques ou vétérinaires, de parfumerie, savonnerie, fards, teintures et plus spécialement un baume capillaire.

Enregistrée en France le 3 mai 1920.

N° 23324

12 octobre 1920

FÉLIX REVOLLE, industriel  
3, rue du Docteur Mazet, GRENOBLE (France)



Boutons-pression à coudre, boutons-fermoirs, œillets et crochets pour chaussures, boutons pour cols et manchettes.

Enregistrée en France le 3 juillet 1920.

N° 23325

12 octobre 1920

V<sup>o</sup> OSCAR LEGRIS & FILS,  
fabricants de produits chimiques  
92, rue des Chantiers, VERSAILLES (Seine-et-Oise, France)

## EL-KÉBIR

Toutes teintures, apprêts, bougies, chandelles, cierges, cirages, cires, couleurs, vernis, encaustiques, tous produits à nettoyer, à détacher, d'entretien, tous produits chimiques et de blanchiment, encres, engrais, lessives, javel, amidon, bleu, produits photographiques, de parfumerie, savonnerie, fards et dentifrices.

Enregistrée en France le 8 septembre 1920.

N° 23326

12 octobre 1920

SOCIÉTÉ GUERLAIN, fabrique de parfumerie  
68, avenue des Champs-Élysées, PARIS (France)



Eau de Cologne.

Enregistrée en France le 24 septembre 1920.

N<sup>os</sup> 23327 à 23334

13 octobre 1920

GESELLSCHAFT FÜR CHEMISCHE INDUSTRIE IN BASEL, fabrication et commerce — BÂLE (Suisse)

N° 23327



Matières colorantes artificielles et produits chimiques de tout genre.

N° 23331



N° 23332



N° 23333



N° 23334



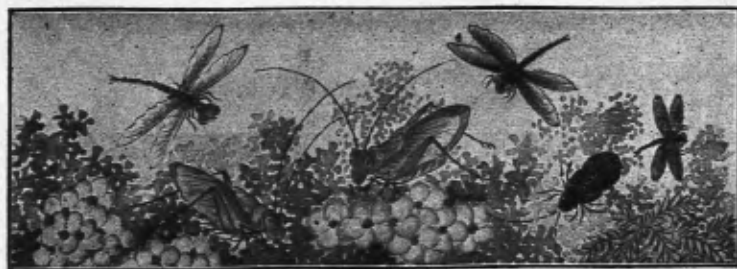
N° 23328



N° 23329



N° 23330



N<sup>os</sup> 23328 à 23330: Matières colorantes artificielles, produits pharmaceutiques et produits chimiques de tout genre.

Enregistrées en Suisse, la première le 4 mars, les suivantes le 28 mars 1911, sous les N<sup>os</sup> 28971 et 29103 à 29105.

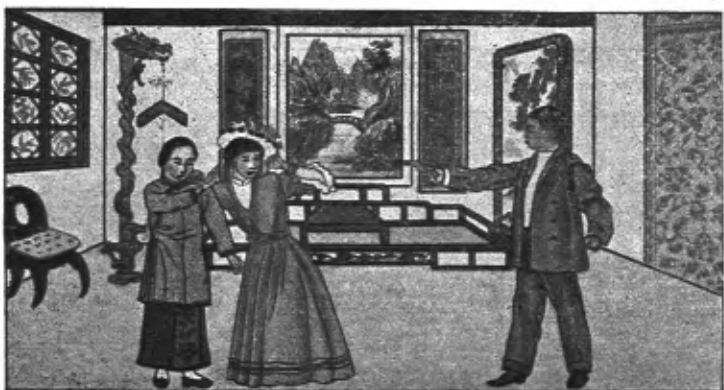
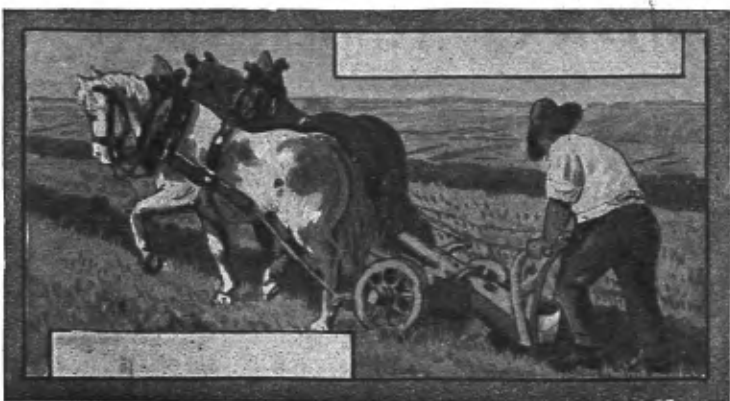
Matières colorantes artificielles, produits pharmaceutiques et produits chimiques de tout genre.

Enregistrées en Suisse, les trois premières le 28 mars, la dernière le 19 avril 1911, sous les N<sup>os</sup> 29106 à 29108 et 29197.

N<sup>os</sup> 23 335 à 23 341

13 octobre 1920

GESELLSCHAFT FÜR CHEMISCHE INDUSTRIE IN BASEL, fabrication et commerce — BÂLE (Suisse)

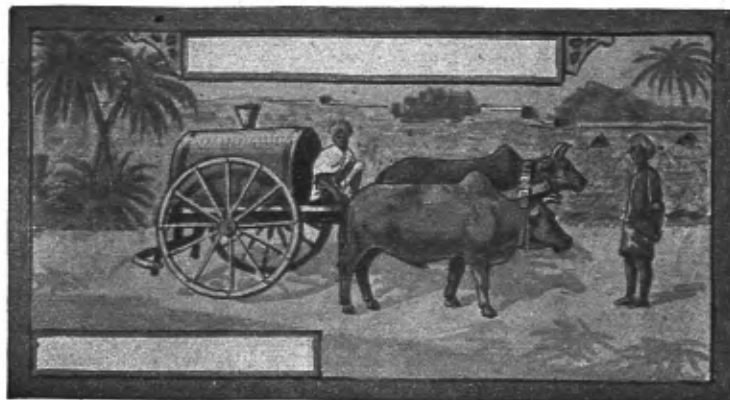
N<sup>os</sup> 23 335 et 23 336: Matières colorantes artificielles, produits pharmaceutiques et produits chimiques de tout genre.

N° 23 338

N° 23 340



N° 23 341

N<sup>os</sup> 23 337 à 23 341: Matières colorantes, drogues et préparations pharmaceutiques, emplâtres, matières à pansement et produits chimiques de tout genre.

Enregistrées en Suisse comme suit: N° 23 335, le 19 avril 1911 sous le N° 29 198; N° 23 336, le 13 novembre 1911 sous le N° 30 273; N° 23 337 à 23 340, le 16 janvier 1914 sous les N° 34 833, 34 834, 34 846, 34 848; N° 23 341, le 19 janvier 1914 sous le N° 34 835.

**N<sup>os</sup> 23342 à 23345****13 octobre 1920**GESELLSCHAFT FÜR CHEMISCHE INDUSTRIE  
IN BASEL, fabrication et commerce — BÂLE (Suisse)

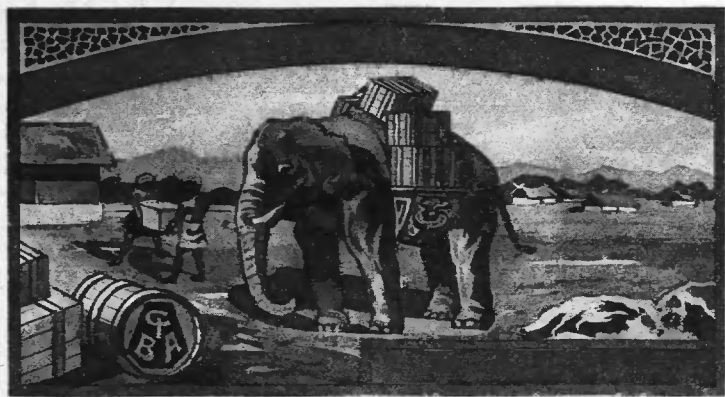
N° 23342



N° 23343



N° 23344



N<sup>os</sup> 23342 à 23344: Matières colorantes, drogues et préparations pharmaceutiques, emplâtres, matières à pansement et produits chimiques de tout genre.

N° 23345

**ATOQUINOL**

Préparations pharmaceutiques.

Enregistrées en Suisse, les deux premières le 19 janvier 1914, la troisième le 29 janvier 1914, la dernière le 6 mai 1920, sous les N<sup>os</sup> 34836, 34837, 34929 et 46773.

**N<sup>os</sup> 23346 à 23353****13 octobre 1920**GESELLSCHAFT FÜR CHEMISCHE INDUSTRIE  
IN BASEL, fabrication et commerce — BÂLE (Suisse)

N° 23346

**ZOÏNE**

Médicaments, produits chimiques médicaux et hygiéniques, drogues et préparations pharmaceutiques, emplâtres, étoffes pour pansements, substances pour la destruction des animaux et des plantes, désinfectants, produits pour conserver les denrées alimentaires, produits chimiques pour usages industriels, scientifiques et photographiques, substances pour extincteurs d'incendie, matières à tremper et à souder, cire à empreintes dentaires et matières pour le plombage des dents, matières premières minérales, engrais, matières colorantes, couleurs, vernis, laques, mordants, résines, colles, cirages, matières pour nettoyer et conserver le cuir, matières pour l'apprêt et le tannage, encaustiques, succédanés de caoutchouc, substances lumineuses, huiles et graisses techniques, matières lubrifiantes, benzine, articles en celluloïde et matières similaires, denrées alimentaires, parfumerie, articles cosmétiques, huiles essentielles, savons, articles pour la lessive et le blanchissage, amidon et préparations d'amidon, couleurs pour la lessive, substances à détacher, enduits contre la rouille, articles pour nettoyer, polir et aiguiser, explosifs.

N° 23347

**LAMARO**

N° 23348

**MARO**

N° 23349

**OREMA**

N° 23350

**ORIMA**

N° 23351

**VIMARO**

N° 23352

**VIMASAN**

N° 23353

**VIMASIN**

N<sup>os</sup> 23347 à 23353: Préparations pharmaceutiques, substances nutritives, plaques et papiers photographiques, ainsi que des produits chimiques de tout genre.

Enregistrées en Suisse, la première le 12 juin, les suivantes le 15 juillet 1920, sous les N<sup>os</sup> 47083, 47485, 47488, et 47489 à 47493.

**N<sup>os</sup> 23363 et 23364****14 octobre 1920**„SESSA” SOCIÉTÉ ÉLECTRIQUE SPÉCIALE S. A.,  
fabrication et commerce

104, Bahnhofstrasse, ZURICH (Suisse)

N° 23363



N° 23364

**Sessa**

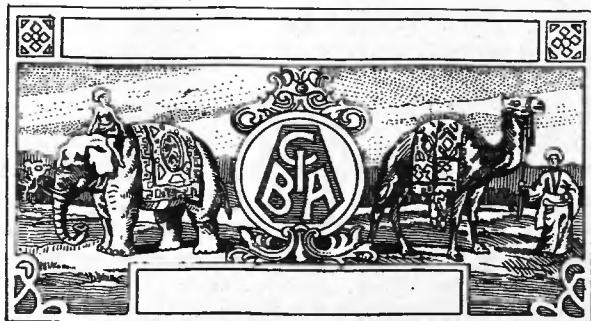
Produits électro-techniques et électro-chimiques et produits analogues.

Enregistrées en Suisse les 15 septembre et 18 septembre 1920 sous les N<sup>os</sup> 47752 et 47764.

N<sup>os</sup> 23354 à 23358

13 octobre 1920

GESELLSCHAFT FÜR CHEMISCHE INDUSTRIE  
IN BASEL, fabrication et commerce  
BÂLE (Suisse)

N<sup>o</sup> 23354

Médicaments, produits chimiques médicaux et hygiéniques, drogues et préparations pharmaceutiques, emplâtres, étoffes pour pansements, substances pour la destruction des animaux et des plantes, désinfectants, produits pour conserver les denrées alimentaires, produits chimiques pour usages industriels, scientifiques et photographiques, substances pour extincteurs d'incendie, matières à tremper et à souder, cire à empreintes dentaires et matières pour le plombage des dents, matières premières minérales, étoupes et bourres, matières isolantes (pour la chaleur et l'électricité), engrais, matières colorantes, couleurs, métaux en feuilles, vernis, laques, mordants, résines, colles, cirages, matières pour nettoyer et conserver le cuir, matières pour l'apprêt et le tannage, encaustiques, fibres à filer, matériel d'emballage, caoutchouc, succédanés de caoutchouc, substances lumineuses, huiles et graisses techniques, matières lubrifiantes, benzine, articles en celluloïde et matières similaires, appareils, instruments et ustensiles (de pesage, de contrôle, photographiques) pour la médecine, la physique, la chimie et l'électrotechnique, extraits de viande, conserves, succédanés de café, succédanés d'épices, poudre-levure, denrées alimentaires diététiques, fourrages, papier, matières premières et demi-ouvrées pour la fabrication du papier, produits pour la photographie et l'imprimerie, clichés d'imprimerie, objets d'art, verre et articles de verre, plaques photographiques, parfumerie, articles cosmétiques, huiles essentielles, savons, articles pour la lessive et le blanchissage, amidon et préparations d'amidon, couleurs pour la lessive, substances à détacher, enduits contre la rouille, articles pour nettoyer, polir et aiguiser, explosifs, substances pour conserver le bois.

N<sup>o</sup> 23355**SURENOL**N<sup>o</sup> 23356**SALISAN**N<sup>o</sup> 23357**APORENIN**N<sup>o</sup> 23358**FILISAN**N<sup>os</sup> 23355 à 23358: Produits pharmaceutiques.

Enregistrées en Suisse, la première le 2 août, les suivantes le 8 septembre 1920, sous les N<sup>os</sup> 47461, 47676 à 47679.

N<sup>o</sup> 23359

13 octobre 1920

GESELLSCHAFT FÜR CHEMISCHE INDUSTRIE  
IN BASEL, fabrication et commerce — BÂLE (Suisse)



Médicaments, produits chimiques médicaux et hygiéniques, drogues et préparations pharmaceutiques, emplâtres, étoffes pour pansements, substances pour la destruction des animaux et des plantes, désinfectants, produits pour conserver les denrées alimentaires, produits chimiques pour usages industriels, scientifiques et photographiques, substances pour extincteurs d'incendie, matières à tremper et à souder, cire à empreintes dentaires et matières pour le plombage des dents, matières premières minérales, étoupes et bourres, matières isolantes (pour la chaleur et l'électricité), engrais, matières colorantes, couleurs, métaux en feuilles, vernis, laques, mordants, résines, colles, cirages, matières pour nettoyer et conserver le cuir, matières pour l'apprêt et le tannage, encaustiques, fibres à filer, matériel d'emballage, caoutchouc, succédanés de caoutchouc, substances lumineuses, huiles et graisses techniques, matières lubrifiantes, benzine, articles en celluloïde et matières similaires, appareils, instruments et ustensiles (de pesage, de contrôle, photographiques) pour la médecine, la physique, la chimie et l'électrotechnique, extraits de viande, conserves, succédanés de café, succédanés d'épices, poudre-levure, denrées alimentaires diététiques, fourrages, papier, matières premières et demi-ouvrées pour la fabrication du papier, produits pour la photographie et l'imprimerie, clichés d'imprimerie, objets d'art, verre et articles de verre, plaques photographiques, parfumerie, articles cosmétiques, huiles essentielles, savons, articles pour la lessive et le blanchissage, amidon et préparations d'amidon, couleurs pour la lessive, substances à détacher, enduits contre la rouille, articles pour nettoyer, polir et aiguiser, explosifs, substances pour conserver le bois.

Enregistrée en Suisse le 22 septembre 1920 sous le N<sup>o</sup> 47774.N<sup>o</sup> 23360

14 octobre 1920

ATELIERS H. CUÉNOD (Société anonyme), fabrication  
CHÂTELAIN-VERNIER (Genève, Suisse)

**PAX**

Carburateurs pour moteurs à explosion.

Enregistrée en Suisse le 22 janvier 1920 sous le N<sup>o</sup> 45976.

N<sup>os</sup> 23361 et 23362

14 octobre 1920

L. WOLLSTATT, commerce  
19, Sihlhofstrasse, ZURICH, 1 (Suisse)



N<sup>o</sup> 23361

Talons en caoutchouc et coins en caoutchouc, placards, prix-courants, calendriers, réclames, timbres-réclames, articles en caoutchouc pour souliers de tous genres, solutions de gomme.



Talons et coins en caoutchouc.

Enregistrées en Suisse les 25 avril 1916 et 30 décembre 1918  
sous les N<sup>os</sup> 38212 et 43206.

N<sup>o</sup> 23365

14 octobre 1920

MAXIMENTO WILSENGOLD, docteur en médecine  
97, boulevard de la Révolution, CUREGHEM-BRUXELLES  
(Belgique)



Produits pharmaceutiques.

Enregistrée en Belgique le 11 août 1920 sous le N<sup>o</sup> 23328.

N<sup>os</sup> 23366 à 23368

14 octobre 1920

LUCIEN FRÉMY, distillateur  
CHALONNES-SUR-LOIRE (Maine-et-Loire, France)

N<sup>o</sup> 23366

GRAND VIN D'ANJOU  
CLOS DE PAPILLON



*Fremy Fils - Chalonnes-sur-Loire*  
E. PICHOT PARIS DÉPOSÉ

N<sup>o</sup> 23367



N<sup>o</sup> 23368



*Comte de Bignon*

Vins mousseux.

Enregistrées en France, les deux premières le 28 novembre 1919, la  
suivante le 25 mai 1920.

(Enregistrements internationaux antérieurs du 11 octobre 1900,  
N<sup>os</sup> 2316, 2317 et 2315.)

N° 23369

15 octobre 1920

CARLO CIUTI & FILIPPO ROSSINI, fabricants  
FIRENZE (Italie)



Marque déposée en couleur. — Description: *Fond vert, encadrement en blanc et en rouge, dessins en or, mots «Mililene» et «Rossini» en rouge.*

Spécialité médicale.

Enregistrée en Italie le 22 juillet 1919/27 avril 1920 sous le N° 18232.

N° 23370

15 octobre 1920

ISTITUTO OPOTERAPICO NAZIONALE „PISA”,  
fabricant — PISA (Italie)

*Narcotal.*

Produit pharmaceutique.

Enregistrée en Italie le 23 août 1919/27 avril 1920 sous le N° 18443.

N° 23371

15 octobre 1920

ENRICO PICCININO, fabricant  
TORINO (Italie)



Médicament.

Enregistrée en Italie le 11 octobre 1919/27 avril 1920 sous le N° 18542.

N° 23372

15 octobre 1920

FIAT (Société anonyme), fabricant  
TORINO (Italie)

**FIAT**

Bois, produits et articles en bois; métaux bruts et ouvragés spécialement aciers de tout genre; compositions, alliages métalliques, produits et articles en métal; caoutchouc, gomme, objets et articles en gomme; matériaux combustibles de tout genre, spécialement naphte, pétrole, essence et huile lourde; matériaux de graissage de tout genre, comme les huiles minérales et végétales, et les graisses minérales, végétales et animales; machines et matériaux pour l'exploitation des mines; machines agricoles de tout genre, machines-outils, fours et appareillages de tout genre pour le travail et la transformation des métaux; machines-outils pour la préparation de matériel pour chemins de fer et tramways, machines-outils pour la préparation des machines de tout genre, matériel électrique et machines électriques de tout genre; machines et appareils de transmission de mouvement et d'énergie; wagons de chemins de fer et de tramways; locomotives pour chemins de fer, tramways, etc., à vapeur, électriques, à huile lourde, à pétrole, à essence, etc.; locomobiles pour usage industriel et pour construction de routes; navires, embarcations hydroplanes, submersibles et tous les moyens de navigation en général, leurs parties et accessoires.

Enregistrée en Italie le 14 octobre 1919/27 avril 1920 sous le N° 18545.

N° 23373

16 octobre 1920

LABORATOIRES SAUTER, SOCIÉTÉ ANONYME,  
fabrication  
GENÈVE (Suisse)

**SUPPOSITOIRES MALTHUS**

Spécialité pharmaceutique.

Enregistrée en Suisse le 23 janvier 1915 sous le N° 36493.

(Enregistrement international antérieur du 20 novembre 1894, N° 285.)

N° 23376

16 octobre 1920

„FARADAY” SOCIÉTÉ ANONYME,  
fabrication et commerce  
GENÈVE (Suisse)



Appareils, instruments et machines pour médecins et dentistes.

Enregistrée en Suisse le 18 septembre 1920 sous le N° 47787.

**N<sup>os</sup> 23374 et 23375****16 octobre 1920**

DR ROB. GLASER, fabrication  
16, Kramgasse, BERNE (Suisse)

N° 23374

N° 23375

**CHOLSANIN**

Produit pharmaceutique.

**CHOLGEN**

Médicaments.

Enregistrées en Suisse les 2 août et 17 septembre 1920  
sous les N° 47 431 et 47 742.

**N° 23377****18 octobre 1920**

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS PIEPER  
(Société anonyme)

anciennement : rue des Bayards, Liège;  
actuellement : HERSTAL-LEZ-LIÈGE (Belgique)

**BAYARD**

Armes, cycles, automobiles, pièces détachées s'y rattachant.

Enregistrée en Belgique le 12 mai 1899 sous le N° 917.  
(Enregistrement international antérieur du 17 juin 1899, N° 1871.)

**N° 23380****18 octobre 1920****RUMEAU & LANGLOIS**

23, rue Baudin, LE PRÉ-S<sup>t</sup>-GERVAIS (Seine, France)

que les autres Siccatis. - 2%  
suffisent ordinairement  
Dans les cas les plus pressés  
ne pas dépasser la dose de 3%  
(soit environ 6 Paquets pour 100 k<sup>g</sup> de Peinture)

**SICCATIF**

DE

**PARIS**

BRÉVETÉ S.G.D.G.

**AVIS**

Ce Siccatis est très énergique  
et fait sécher, à dose égale,  
en moitié moins de temps

Vernis.

Enregistrée en France le 16 juillet 1919.

(Enregistrement international antérieur du 24 janvier 1901, N° 2406. —  
Transmission aux titulaires ci-dessus, selon déclaration de l'Administration  
française.)

**N<sup>os</sup> 23378 et 23379****18 octobre 1920**

FRANÇOIS MATTÉI, distillateur — BASTIA (Corse, France)

N° 23378

**VIN DU CAP CORSE**  
**AU QUINQUINA**

Apéritif.

N° 23379

**LA CÉDRATINE**

Liqueur digestive.

Enregistrées en France les 26 mai et 10 juin 1914.

**N<sup>os</sup> 23381 et 23382****18 octobre 1920**

R. GENNEAU, pharmacien  
52, rue de Lachassaigné, BORDEAUX (France)

N° 23381

**CACHET GENNEAU**

Tous produits pharmaceutiques, hygiéniques, chimiques ou  
vétérinaires et spécialement un antinévralgique.

N° 23382

**JOST**

Tous produits pharmaceutiques, hygiéniques, chimiques  
ou vétérinaires.

Enregistrées en France les 16 mars 1915 et 30 décembre 1918.

**N° 23383****18 octobre 1920**

JACQUES BRACH, parfumeur  
30, rue Marbeuf, PARIS (France)

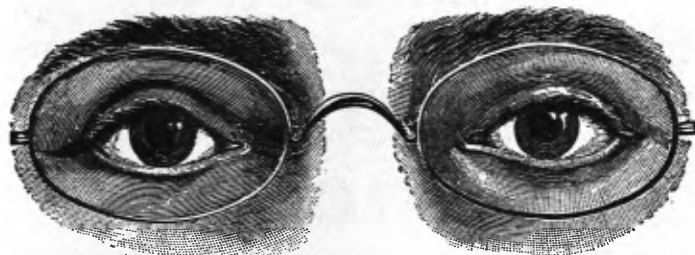
**Bryenne**

Tous produits de parfumerie et d'hygiène et tous savons  
de toilette.

Enregistrée en France le 2 janvier 1920.

**N° 23384****18 octobre 1920**

LÉON NICOLE, négociant  
144, rue de la République, MOREZ-DU-JURA (Jura, France)



Tous articles de lunetterie et optique.

Enregistrée en France le 16 février 1920.

**N° 23385****18 octobre 1920**

GEORGES SABATTIER, ingénieur  
9, rue Lamandé, PARIS (France)



Tous tracteurs électriques ou autres, tous automobiles, motocycles, vélocipèdes, appareils de locomotion aérienne, accessoires et pièces détachées.

Enregistrée en France le 31 mars 1920.

**N° 23387****18 octobre 1920**

Dame ANDRÉE LEROY  
1 et 3, rue des Filles St-Thomas, PARIS (France)

## FOURRURES MAX

Pelleteries et fourrures, ainsi que des vêtements et tous articles d'habillement en fourrures ou garnis de fourrures.

Enregistrée en France le 11 mai 1920.

**N° 23388****18 octobre 1920**

DANIEL-BRUNET (ALFRED), OLIVIER TAILLANDIER  
le 1<sup>er</sup>: 8, rue de la Source; le 2<sup>me</sup>: 147, boulevard St-Michel,  
PARIS (France)

## CORÉINE

Produits pharmaceutiques.

Enregistrée en France le 4 juin 1920.

**N° 23389****18 octobre 1920**

RAOUL GRIMOIN-SANSON  
OISSEL (Seine-Inférieure, France)

## GRIMSON

Films cinématographiques, tout ce qui se rapporte à l'industrie de la cinématographie et de la photographie, tous produits chimiques, tous produits de parfumerie.

Enregistrée en France le 18 juin 1920.

**N° 23390****18 octobre 1920**

ALFRED BENDERITTER, pharmacien  
VENDÔME (Loir-et-Cher, France)

## GASTROCAOL

Tous produits pharmaceutiques, hygiéniques, chimiques ou vétérinaires.

Enregistrée en France le 28 juin 1920.

**N° 23386****18 octobre 1920**

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS A. POMÉON ET  
SES FILS, manufacture de cartonnages et impressions  
avenue de la Gare, ST-CHAMOND (Loire, France).



Imprimés et impressions en tous genres, cartonnages de toute nature, objets confectionnés en carton simple ou obtenus par emboutissage, moulage ou autrement, puis laqués, vernis, etc. et servant à des usages quelconques.

Enregistrée en France le 7 avril 1920.

**N°s 23391 et 23392****18 octobre 1920**

ÉTABLISSEMENTS CONTINSOUZA (Société anonyme)  
9, rue des Envierges, PARIS (France)



N° 23391

Appareils de précision en général et, en particulier, les appareils photographiques et appareils à prendre et à projeter les vues cinématographiques et toutes pièces détachées de ces appareils.



N° 23392

Appareils de précision en général et, en particulier, les appareils photographiques et appareils à prendre et à projeter les vues cinématographiques et toutes pièces détachées de ces appareils (films, etc.).

Enregistrées en France le 17 août 1920.

**N° 23396****18 octobre 1920**

JAVAL & BIENAIMÉ (propriétaires de la parfumerie Houbigant) — 19, rue du Faubourg St-Honoré, PARIS (France)



Marque déposée en couleur. — Description: Étiquette or.

Tous produits de parfumerie, savonnerie et fards.

Enregistrée en France le 13 août 1920.

N<sup>os</sup> 23 393 à 23 395

18 octobre 1920

DE THÈZE, DENANCE & C<sup>ie</sup>, fabricants d'orfèvrerie  
35, boulevard Rochechouart, PARIS (France)

N<sup>o</sup> 23 393

**CHRYSOR**

N<sup>o</sup> 23 394



N<sup>o</sup> 23 395



Objets d'art, articles d'orfèvrerie, articles en métal ou en toutes autres matières, montés ou agrémentés de pièces métalliques, pièces en métaux divers pour la décoration intérieure ou architecturale.

Enregistrées en France le 23 août 1920.

N<sup>o</sup> 23 397

18 octobre 1920

VICTOR FRÉMONT, docteur en médecine  
3, rue Prunelle, VICHY (Allier, France)

*Gastérine*  
**DIGESTIF NATUREL**

VICHY: du 1<sup>er</sup> Mai au 31 Octobre  
NICE: du 1<sup>er</sup> Novembre au 30 Avril

PRIX 8<sup>fr</sup> 50<sup>c</sup>

Liqueur digestive.

Enregistrée en France le 7 septembre 1920.

N<sup>o</sup> 23 398

18 octobre 1920

MAURICE-EUGÈNE MARCHAND, négociant  
99, rue de Flandre, PARIS (France)



Thés.

Enregistrée en France le 23 septembre 1920.

N<sup>o</sup> 23 399

18 octobre 1920

NAAMLOOZE VENNOOTSCHAP KONINKLIJKE  
NEDERLANDSCHE FABRIEK VAN SUIKERWERKEN,  
CHOCOLADE EN LIKEUREN, VROEGER  
DE BONT & LEYTEN — AMSTERDAM (Pays-Bas)



Articles de confiserie, chocolat.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 7 septembre 1920 sous le N<sup>o</sup> 15 240.  
(Enregistrement international antérieur du 18 février 1901, N<sup>o</sup> 2422.)

N<sup>o</sup> 23 400

21 octobre 1920

TH. MÜHLETHALER S. A., fabrication — NYON (Suisse)

**FURONCULINE**

Produits pharmaceutiques.

Enregistrée en Suisse le 10 juillet 1917 sous le N<sup>o</sup> 40 221.  
(Enregistrement international antérieur du 15 novembre 1900, N<sup>o</sup> 2351.)

N<sup>o</sup> 23 401

21 octobre 1920

ANDRÉ BECHLER, MOUTIER,  
USINES MÉCANIQUES DE LA COUDEMINE, fabrication  
MOUTIER (Suisse)



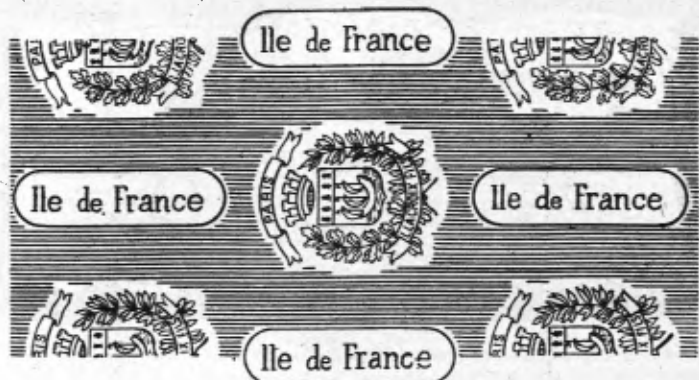
Machines, outils et pièces détachées, spécialement tours automatiques à fileter et à chariotier.

Enregistrée en Suisse le 23 septembre 1920 sous le N<sup>o</sup> 47 796.

N° 23402

23 octobre 1920

SOCIÉTÉ ANONYME  
D'EXPLOITATION DES PAPETERIES L. LACROIX FILS  
ANGOULÊME (Charente, France)



Papier à cigarettes.

Enregistrée en France le 13 octobre 1920.

(Enregistrement international antérieur du 31 octobre 1900, N° 2337. —  
Firme modifiée comme ci-dessus, avec changement de domicile, selon déclaration de l'Administration française).

N° 23403

25 octobre 1920

DIANA KERESKEDELMI RÉSZVÉNYTÁRSASÁG,  
marchand  
6, Nádor u., BUDAPEST, V (Hongrie)

# DERMAFORINE

Préparations médicales et pharmaceutiques, poudres vulnérables, pommades pour l'hygiène de la peau, pommades cosmétiques, matière à pansement, huiles cosmétiques, emplâtres, gaze imprégnée, onguents vulnérables.

Enregistrée en Hongrie le 13 décembre 1919 sous le N° 35 996/I.

N° 23405

26 octobre 1920

M. BOFARULL (S. en C.), fabricant  
BARCELONA (Espagne)



Bonneterie.

Enregistrée en Espagne le 17 août 1903 sous le N° 9778.

N° 23406

26 octobre 1920

VICTOR SARASQUETA, fabricant d'armes  
EIBAR (Guipuzcoa, Espagne)

# Eder

Escopettes.

Enregistrée en Espagne le 30 janvier 1911 sous le N° 18306.

N° 23407

26 octobre 1920

RAMIRO VÁZQUEZ FERNÁNDEZ, exportateur  
12, Arenal, VIGO (Pontevedra, Espagne)



Vins hâlés.

Enregistrée en Espagne le 1<sup>er</sup> octobre 1912 sous le N° 20233.

N° 23408 et 23409

26 octobre 1920

IGNACIO VILLARIAS, fabricant  
SANTOÑA (Santander, Espagne)



N° 23408

N° 23409



Conserves de poisson.

Enregistrées en Espagne les 23 août 1915 et 30 avril 1917  
sous les N° 26293 et 29328.

N° 23404

26 octobre 1920

MARCELINO BARRERAS Y CASELLAS,  
fabricant et exportateur — VIGO (Pontevedra, Espagne)



Sardines à l'huile et tomates.

Enregistrée en Espagne le 21 mars 1901 sous le N° 7705.

N° 23410

26 octobre 1920

HIJO DE C. GISBERT TEROL, fabricant de papier  
ALCOY (Alicante, Espagne)



Papier à cigarettes dans toutes ses formes et, notamment, au  
transparence des feuilles.

Enregistrée en Espagne le 7 mai 1917 sous le N° 28617.

N° 23411

26 octobre 1920

ROBERTO CHAUVEAU,  
fabricant de parfums et articles de beauté  
16 et 18, Peligros, MADRID (Espagne)

*Vasconcel*

Articles de parfumerie et toilette, produits pour la beauté.

Enregistrée en Espagne le 7 septembre 1917 sous le N° 29994.

N° 23412

26 octobre 1920

AGUSTIN PUJANA, fabricant  
BERMEO (Vizcaya, Espagne)



Conserves, salaisons et marinades de poissons.

Enregistrée en Espagne le 11 octobre 1917 sous le N° 30314.

N° 23413

26 octobre 1920

HEREDEROS DE JOSÉ GIRALT ROIG  
4, San Isidro, BADALONA (Espagne)



Anisette.

Enregistrée en Espagne le 5 février 1918 sous le N° 5143.

N° 23415

26 octobre 1920

B. L. DOMECCQ, fabricant  
37 et 39, Burgos, SANTANDER (Espagne)



Une liqueur.

Enregistrée en Espagne le 19 octobre 1918 sous le N° 32440.

N° 23414

26 octobre 1920

GUILLERMO CURBERA & HIJOS,  
fabricants et exportateurs  
VIGO (Pontevedra, Espagne)



Vigo — Espagne.

Conserves de poissons.

Enregistrée en Espagne le 17 septembre 1918 sous le N° 32397.

N°s 23416 à 23418

26 octobre 1920

J. WIMMER & CA, fabricants et commerçants  
9, rue Hortaleza, MADRID (Espagne)

N° 23416

J. WIMMER &amp; C.º

Sulfate de cuivre en toutes formes, produits chimiques, ciments, drogues, minerais, métaux, ferfeuillard, fer forgé et laminé, bois pour constructions et meubles, douves, tabac, papiers à fumer, ainsi que pour être usés en toutes formes d'imprimés, catalogues, dessins, annonces, lettres, enveloppes, factures, quittances, commandes, tarifs, lettres de change et autres formules de ses bureaux.

N° 23417



N° 23418



N°s 23417 et 23418: Tabacs, cigarettes, cigares et papier à fumer.

Enregistrées en Espagne, la première le 1<sup>er</sup> mai, les suivantes le 17 décembre 1919, sous les N°s 35228, 35010 et 35011.

N° 23419

26 octobre 1920

GÁRATE ANITUA & CA, fabricants d'armes à feu  
EIBAR (Guipuzcoa, Espagne)

TIGRE

Armes à feu, spécialement une carabine à répétition.

Enregistrée en Espagne le 12 décembre 1919 sous le N° 34943.

N° 23420

26 octobre 1920

JUAN FERNANDEZ DE LA CRUZ, pharmacien  
11, Carne, SEVILLA (Espagne)

VITASUM

Produits chimiques et pharmaceutiques.

Enregistrée en Espagne le 29 décembre 1919 sous le N° 34567.

N°s 23421 et 23422

26 octobre 1920

INSTITUTO DE BIOLOGIA Y SUEROTERAPIA, S. A.,  
pharmacie — 4, Blanca de Navarra, MADRID (Espagne)

N° 23421

IBYS.

N° 23422



Sérums curatifs et prophylactiques, vaccins bactériens et produits opothérapiques, analyses médicales, pharmaceutiques et bactériologiques, sérums et produits voués à la prophylaxie et l'immunisation des animaux domestiques et tout ce qui concerne la publicité et propagande desdits produits.

Enregistrées en Espagne les 24 décembre 1919 et 16 mars 1920 sous les N°s 35342 et 35766.

N° 23423

26 octobre 1920

SOCIEDAD ANÓNIMA CEREALIA, fabricants  
GRANADA (Espagne)

*Vitaminol Cerealía*  
(Pan líquido)

Un produit alimentaire obtenu de céréales et légumineux.

Enregistrée en Espagne le 26 janvier 1920 sous le N° 35274.

N° 23424

26 octobre 1920

HIJOS DE QUÍRICO LÓPEZ,  
élaboration de vins et eau-de-vie  
31, Don Iñigo, MÁLAGA (Espagne)



Marque déposée en couleur. — Description: Étiquette à fond vert avec encadrement or; la vignette « J. Q. et ancre » et les médailles or; les mots « Ojen », « Joaquín Bueno y Ca » et « Málaga » en lettres or ombrées noir; la dénomination « Hijos de Quirico López Sucesores » en rouge.

Eaux-de-vie.

Enregistrée en Espagne le 26 mars 1920 sous le N° 35312.

N° 23429

26 octobre 1920

HIJOS DE EUSTAQUIO ABAD Y PÉREZ, exportateurs  
42, Menendez Pelayo, NOVELDA (Alicante, Espagne)



Safran, anis, réglisse, fruits secs, huiles, vinaigres et tout autre fruit du pays.

Enregistrée en Espagne le 19 juillet 1920 sous le N° 36979.

N° 23425

26 octobre 1920

EDITORIAL MUNTAÑOLA (Société anonyme),  
maison d'édition — 163, calle Balmes, BARCELONA (Espagne)

## ANUARIO DE LA JUVENTUD

Annuaire, guides, livres et toute sorte d'imprimés.

Enregistrée en Espagne le 5 avril 1920 sous le N° 35334.

N° 23426

26 octobre 1920

IGNACIO BARRAQUER BARRAQUER, médecin  
3, ronda de San Pedro, BARCELONA (Espagne)

## Erisifaco

Un appareil pour l'extraction totale de la cataracte.

Enregistrée en Espagne le 5 avril 1920 sous le N° 35683.

N° 23427

26 octobre 1920

SANTIAGO PAGÉS MARUNY, pharmacien  
79, Entenza, BARCELONA (Espagne)

## PAGÉS

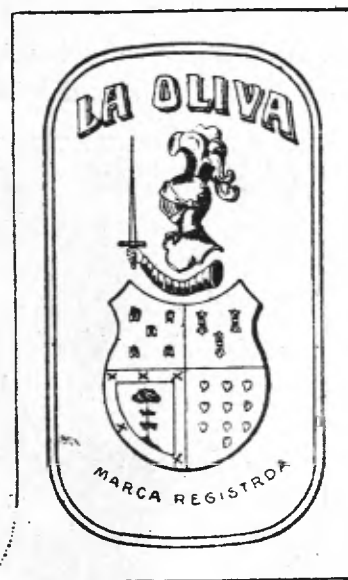
Produits chimiques et pharmaceutiques.

Enregistrée en Espagne le 16 juin 1920 sous le N° 35781.

N° 23428

26 octobre 1920

BUGALLO, RODRIGUEZ & HIJO, fabricants et exportateurs  
VIGO (Pontevedra, Espagne)



Conserves de poissons.

Enregistrée en Espagne le 16 juillet 1920 sous le N° 36320.

N° 23430

26 octobre 1920

VIUDA DE NAVAL MANSO, exportatrice  
55, San Pablo, CÓRDOBA (Espagne)



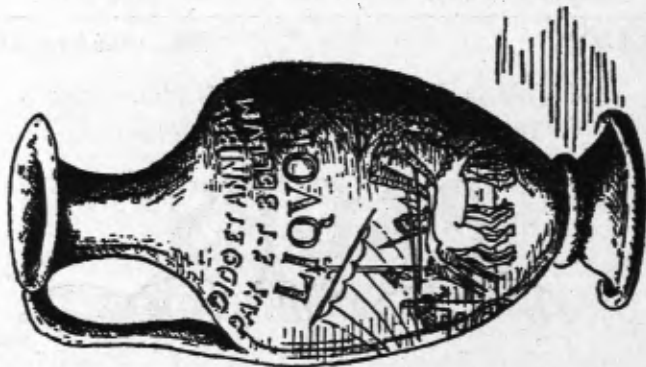
Huiles d'olive.

Enregistrée en Espagne le 26 juillet 1920 sous le N° 36443.

N° 23431

26 octobre 1920

IGNACIO AZNAR PEDREÑO, fabricant de liqueurs  
CARTAGENA (Murcia, Espagne)



Une liqueur de sa fabrication exclusive et du jus de raisin  
non fermenté et de préparation spéciale.

Enregistrée en Espagne le 5 août 1920 sous le N° 36353.

N° 23432

26 octobre 1920

EUDALDO SOLER, fabricant d'embouchures pour cigarettes  
382, Cortes, BARCELONA (Espagne)



Cigarettes hygiéniques.

Enregistrée en Espagne le 11 août 1920 sous le N° 35777.

N° 23433

26 octobre 1920

GÁNDARA Y HAZ, fabricants  
VIGO (Pontevedra, Espagne)



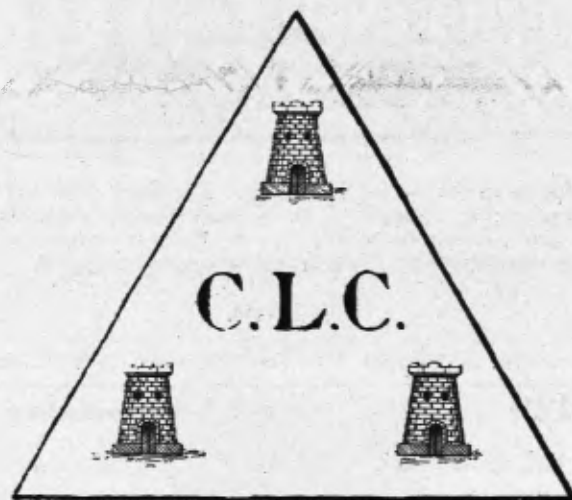
Toute classe de conserves de poisson.

Enregistrée en Espagne le 17 août 1920 sous le N° 37188.

N° 23434

26 octobre 1920

COMPANIA COMERCIAL „LA CRUZ”, exportateurs  
Extramuros, LINARES (Jaen, Espagne)



Plomb en barres, du menu plomb et des balles, minium de  
plomb, blanc de plomb, protoxyde de plomb et argent pur.

Enregistrée en Espagne le 1<sup>er</sup> septembre 1920 sous le N° 37446.

N° 23435

27 octobre 1920

IZAAK-ISRAEL FRANK,  
faisant commerce sous la firme FRANK & C<sup>o</sup>  
GRONINGEN (Pays-Bas)

MIGNON

Teinture en bronze, articles à polir, à l'exception d'articles à polir  
pour souliers, bottines et autres articles en cuir.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 8 mai 1909 sous le N° 24862.

N<sup>os</sup> 23436 et 23437

27 octobre 1920

C. G. KOEN  
HAARLEM (Pays-Bas)

N<sup>o</sup> 23436

*Osoneat*

Peinture à l'eau, en poudre et en pâte, peinture à l'huile, à laque et à vernis, à l'exception d'or en chaud.

N<sup>o</sup> 23437



Peinture sanitaire à l'eau.

Enregistrées dans les Pays-Bas les 28 décembre 1910 et 31 janvier 1912 sous les N<sup>os</sup> 27284 et 29031.

N<sup>o</sup> 23438

27 octobre 1920

NAAMLooZE VENNOOTSCHAP SIGARENFABRIEKEN  
V/H C. OTTO ROELOFS J<sup>zn</sup>  
AMSTERDAM (Pays-Bas)



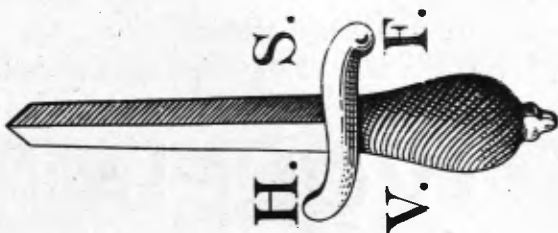
Cigares.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 27 décembre 1913 sous le N<sup>o</sup> 32136.

N<sup>o</sup> 23439

27 octobre 1920

NAAMLooZE VENNOOTSCHAP HAARLEMSCHE  
STOOMVERFFABRIEK VOORHEEN W. LEUR & C<sup>o</sup>  
HAARLEM (Pays-Bas)



Couleurs en toutes espèces.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 12 septembre 1918 sous le N<sup>o</sup> 13319.

N<sup>o</sup> 23440

27 octobre 1920

Handelsvennootschap onder de firma  
WILMERINK & MULLER, faisant aussi le commerce  
sous la firme THOMAS BROOKS & SONS LIMITED  
AMSTERDAM (Pays-Bas)

**BROOKS'GIN.**  
THOMAS BROOKS & SONS LTD.

Genièvre.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 16 avril 1919 sous le N<sup>o</sup> 38237.

N<sup>os</sup> 23442 à 23445

27 octobre 1920

NAAMLooZE VENNOOTSCHAP DISTILLEERDERIJ,  
LIKEURSTOKERIJ, LIMONADE- EN EXTRACTEN-  
FABRIEK VAN C. POLAK G<sup>zn</sup> — GRONINGEN (Pays-Bas)

N<sup>o</sup> 23442



N<sup>o</sup> 23443

*Ranja-C.P.*  
uit sinaasappelen geperst

N<sup>o</sup> 23444

*Ranja-C.P.*

N<sup>o</sup> 23445

*Ranja-*

Sirops pour limonades de fruits, sirops pour limonade, sirops pour limonette, limonades, limonettes, liqueurs de limonade, liqueurs de limonette.

Enregistrées dans les Pays-Bas le 9 juin 1920 sous les N<sup>os</sup> 40822 à 40825.

N° 23441

27 octobre 1920

NAAMLOOZE VENNOOTSCHAP HOLLAND-  
RUBBERFABRIEK  
Maastricht (Pays-Bas)

# RADIUM

Automobiles, motocyclettes et bicyclettes, ainsi que leurs parties et accessoires, y compris des bandages pour automobiles, motocyclettes et bicyclettes.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 25 novembre 1919 sous le N° 39 533.

N° 23446

27 octobre 1920

DANIEL-JACQUES PICKÉE  
GORINCHEM (Pays-Bas)

# CALCONA

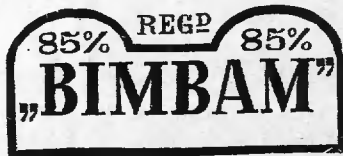
Préparations de nourriture, cacao, chocolat et médicaments.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 16 juillet 1920 sous le N° 41078.

N° 23447

27 octobre 1920

L. H. DANIELS  
HILVERSUM (Pays-Bas)



Minium de fer, blanc de zinc, couleurs sèches, colle d'os, et toutes sortes d'instruments aratoires pour plantations.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 4 août 1920 sous le N° 41184.

N° 23448

27 octobre 1920

NAAMLOOZE VENNOOTSCHAP BRANDERIJ-  
DISTILLEERDERIJ A. DAALMEYER  
SCHIEDAM (Pays-Bas)



Marque déposée en couleur. — Description: La marque est imprimée partie en couleur de brique et partie en jaune. La figure de l'homme est imprimée en brun et jaune, sur un fond en bleu clair et vert; les inscriptions sont imprimées en couleur de brique.

Genièvre dit « Oude Genever ».

Enregistrée dans les Pays-Bas le 9 août 1920 sous le N° 41226.

N°s 23449 et 23450

27 octobre 1920

NAAMLOOZE VENNOOTSCHAP VEREENIGDE  
ZEEPFABRIEKEN — ZWIJNDRECHT (Pays-Bas)

N° 23449

# ACHTKANTJE

Savons durs, mous et en poudre, parfumés et non parfumés, n'importe en quelle forme, produits de parfumerie, articles de toilette, substances pour lessiver, produits pour polir, glycérine et bougies.

N° 23450

# MAZURKA

Savons, savon en poudre, substances pour lessiver et nettoyer.

Enregistrées dans les Pays-Bas les 11 août 1920 et 19 août 1920 sous les N°s 15 993 et 41265.

N° 23451

27 octobre 1920

NAAMLOOZE VENNOOTSCHAP HOLLANDSCHE  
KOLONIALE HANDELSVEREENIGING  
AMSTERDAM (Pays-Bas)



Tissus et articles de tissus.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 12 août 1920 sous le N° 41231.

N° 23453

27 octobre 1920

HENRI WOLF

97, Nieuwe Parklaan, SCHEVENINGEN, Commune de La Haye  
(Pays-Bas)

# WOLFIA

Montres, pièces de rechange et étuis.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 2 septembre 1920 sous le N° 41343.

N<sup>os</sup> 23454 et 23455

27 octobre 1920

NAAMLooZE VENNOOTSCHAP  
HANDELMAATSCHAPPIJ „TRANSOCEANA”  
34, Boompjes, ROTTERDAM (Pays-Bas)

N<sup>o</sup> 23454N<sup>o</sup> 23455

Tissus, matières colorantes, produits alimentaires à l'exception du beurre, conserves de poisson, conserves de fruits, boissons alcooliques, chicorée, produits de cacao, quincaillerie, articles en métal, outils, machines, instruments en verre, articles en caoutchouc, articles électro-techniques, verreries, faïence, porcelaine, produits chimiques et pharmaceutiques, papier, carton, cloches, lampes, crayons, cuirs, tapis, articles de broserie, ouvrages en cheveux, articles en celluloïd, articles en corne, bougies, bijouteries, orfèvreries et argenteries, limonades.

Enregistrées dans les Pays-Bas le 13 septembre 1920  
sous les N<sup>os</sup> 41383 et 41384.

N<sup>o</sup> 23457

27 octobre 1920

NAAMLooZE VENNOOTSCHAP „TURMAC”  
TURKISH-MACEDONIAN TOBACCO COMPANY  
ARNHEM (Pays-Bas)

# LA QUINTESSENCE DE L'ORIENT

Tabac et produits du tabac.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 28 septembre 1920 sous le N<sup>o</sup> 41447.

N<sup>o</sup> 23452

27 octobre 1920

Handelsvennootschap onder de firma G. E. DE VRIES & C<sup>o</sup>  
ARNHEM (Pays-Bas)  
(succursale à SAN-FRANCISCO (États-Unis))



Toutes sortes de papiers et fournitures de bureau.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 24 août 1920 sous le N<sup>o</sup> 41305.

N<sup>o</sup> 23456

27 octobre 1920

CORNELIS DIRKZWAGER, faisant commerce sous la firme  
M. DIRKZWAGER AZOON — SCHIEDAM (Pays-Bas)



Boissons distillées et liqueurs.

Enregistrée dans les Pays-Bas le 17 septembre 1920 sous le N<sup>o</sup> 41395.

N<sup>o</sup> 23458

28 octobre 1920

TH. MÜHLETHALER S. A., fabrication — NYON (Suisse)

# Thymipin Golaz

Produits pharmaceutiques.

Enregistrée en Suisse le 10 juillet 1917 sous le N<sup>o</sup> 40232.

## LIMITATION DE PRODUITS

## Marque N° 18236

Il résulte d'une notification de l'Administration suisse, en date du 28 septembre 1920, qu'à la demande de la maison *Émile Perrot & ses fils*, à Genève, titulaire de la marque internationale N° 18236, enregistrée le 1<sup>er</sup> mars 1917, il faut retrancher de la liste des produits auxquels s'applique cette marque les „scies et fers mécaniques”.

## MODIFICATION DE FIRME

## Marques N°s 10126 et 10127

Suivant une notification de l'Administration autrichienne, en date du 23 septembre 1920, la maison *JOHANN PUCH, Erste steiermärkische Fahrradfabriks-Aktiengesellschaft*, à Graz, titulaire des marques internationales N°s 10126 et 10127, enregistrées le 19 décembre 1910, a modifié sa firme en **PUCHWERKE AKTIENGESELLSCHAFT, GRAZ**.

## TRANSMISSIONS DE MARQUES

Ensuite de notifications reçues de l'Administration du pays d'origine des marques internationales désignées ci-dessous, le Bureau international a enregistré leur transmission.

Enregistrement international de la marque		Ancien propriétaire	Nouveau propriétaire	Enregistrement international de la transmission
Numéro	Date			
* 2957	26 juillet 1902	ÉTIENNE PROD'HOM ET NEVEUX, à Genève. * (Voir les <i>Marques internat.</i> , 1904, page 374.)	H. & W. PROD'HOM NEVEUX, à Genève (Suisse).	1920 15 octobre
7249	3 octb. 1908	EUGÈNE BARDOU, à Perpignan.	BARDOU, BROUSSAUD, BONFILS & C <sup>IE</sup> , fabricants de papiers, 55, rue d'Austerlitz, à Angoulême (France).	4 octobre
8634	27 novb. 1909	SERGEANT & C <sup>IE</sup> (propriétaires de la parfumerie Gueldy), à Paris.	SOCIÉTÉ ANONYME „PARFUMS GUELDY”, 82, rue d'Hauteville, à Paris (France).	27 octobre
9252	18 mai 1910	ADOLPH SAURER, à Arbon.	AKTIENGESELLSCHAFT ADOLPH SAURER, à Arbon (Suisse).	30 septb.
18694	14 septb. 1917			
13508	7 février 1913	QUIRIN FÖRSTER, à Bruxelles.	ALPHONSE LAMBERT, industriel, 3, rue de la Croix, à Ixelles (Belgique).	27 octobre
13758	25 mars 1913	De Handelsvennootschap onder de firma W. O. J. NIEUWENKAMP, à Amsterdam.	NAAMLooZE VENNOOTSCHAP W. O. J. NIEUWENKAMP'S HANDELMAATSCHAPPIJ, à Amsterdam (Pays-Bas).	29 septb.
19698	26 août 1918	SAVARY & C <sup>IE</sup> , USINE SUISSE D'ARTICLES EN LAITON «USAL», à Payerne.	ALEXIS CHARPILLOZ, à Châtelaine [Vernier] (Suisse).	30 septb.
19904	16 déc. 1918	NOXONWERK A.-G. IN LUZERN, à Lucerne.	W. PAULI & C <sup>IE</sup> , à Dietikon (Suisse).	15 octobre
22109, 22110	8 avril 1920	BERGMANN & Co (firme), à Arnhem.	ADRIANUS-GERARDUS OUTSHOORN, à Arnhem (Pays-Bas).	29 septb.

## RADIATIONS DE MARQUES

Ensuite de notifications reçues de l'Administration du pays d'origine des marques internationales désignées ci-dessous, le Bureau international a procédé à leur radiation.

Enregistrement international de la marque		Propriétaire	Date de la radiation internationale
Numéro	Date		
10128	19 décembre 1910	JOHANN PUCH, Erste steiermärkische Fahrradfabriks-Aktiengesellschaft, à Graz (Autriche).	1920 29 septembre
10679	24 avril 1911	ZÜNDHÜTCHEN- UND PATRONENFABRIK VORMALS SELLIER & BELLOT, à Prag-Žižkov (Tchéco-Slovaquie).	18 octobre